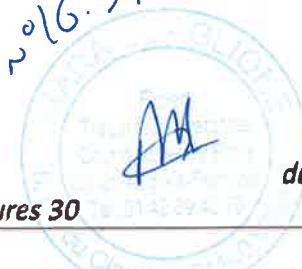


## **EXHIBIT B**



A Monsieur le Président  
du Tribunal de commerce de Paris

Audience du 16 juillet 2015 à 16 heures 30

**CONCLUSIONS EN REPONSE**

**Pour :**

**Alden Global Value Recovery Master Fund L.P.**, partnership enregistré aux îles Caïmans, dont l'adresse est sis 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, représenté par la société de droit américain **Alden Global Capital LLC**, société de droit américain ayant son siège au 885 Third avenue, suite 34th floor, New York, New York 10019, USA, elle-même prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

**Ayant pour avocats :**

Messieurs Frédéric Azoulay et Pierre-Alain Bouhénić  
Avocats au barreau de Paris  
DLA Piper France LLP  
27 rue Laffitte – 75009 Paris  
Tel : 01 40 15 24 00 / Fax : 01 40 15 24 01  
Toque R235

**Défenderesse**

**Contre :**

**1. La société Atari SA**, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 341 699 106, dont le siège social est sis 78 rue Taitbout, 75009 Paris, représentée par son directeur général, Monsieur Frédéric Chesnais.

**2/ La société Atari Europe SAS**, société par actions simplifiées immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 328 033 410, dont le siège social est sis 78 rue Taitbout, 75009 Paris, représentée par son Président, Atari SAS, elle-même représentée par son directeur général, Monsieur Frédéric Chesnais.

**Ayant pour avocat :**

Monsieur David Malamed  
Avocat au barreau de Paris  
Cabinet Brown Rudnick LLP  
1 rue François 1<sup>er</sup> – 75008 Paris

**Demandeuses**



## TABLE DES MATIERES

1.	<b>RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCÉDURE .....</b>	4
1.1.	<b>Présentation des parties .....</b>	4
1.1.1.	<b>Alden .....</b>	4
1.1.2.	<b>Les Sociétés Atari .....</b>	4
1.2.	<b>L'origine de la créance d'Alden .....</b>	5
1.3.	<b>Les difficultés financières d'Atari et ses filiales et la conclusion de l'Avenant n°16 au Contrat de Crédit .....</b>	6
1.3.1.	<b>La procédure de restructuration "Chapter Eleven" ouverte sur les Filiales Américaines en janvier 2013 .....</b>	6
1.3.2.	<b>L' Avenant n°16 au Contrat de Crédit du 24 décembre 2013 .....</b>	8
1.4.	<b>L'Avenant n°17 du 9 décembre 2014 et la lettre d'Alden du même jour .....</b>	9
1.4.1.	<b>Le contenu de l'Avenant n°17 et le sens du "Standstill" .....</b>	9
1.4.2.	<b>Le sens véritable du courrier du 9 décembre 2014 cosigné par les Parties.....</b>	10
1.5.	<b>La soudaine et opportuniste contestation par Atari Europe du TEG stipulé au Contrat de Crédit .....</b>	12
1.6.	<b>La déchéance du terme du Contrat de Crédit par Alden.....</b>	12
1.6.1.	<b>La survenance d'un cas de défaut et la déchéance du terme du Contrat de Crédit...12</b>	12
1.6.2.	<b>La réitération par Alden du cas de défaut constaté et de ses conséquences.....13</b>	13
1.7.	<b>L'échec de la procédure de mandat ad hoc .....</b>	14
1.8.	<b>L'ouverture d'une procédure de conciliation à la requête des Sociétés Atari .....</b>	15
1.9.	<b>La mise œuvre par Alden de sûretés détenues contre des filiales d'Atari .....</b>	16
1.10.	<b>L'introduction de la présente instance par les Société Atari .....</b>	17
1.10.1.	<b>Aucune assignation n'a été valablement signifiée à Alden par les Sociétés Atari.....17</b>	17
1.10.2.	<b>L'audience du 15 juillet 2015 à 11 heures 30.....18</b>	18
2.	<b>DISCUSSION .....</b>	19
2.1.	<b>In limine litis, sur les exceptions de procédure .....</b>	19
2.1.1.	<b>Sur la caducité de l'assignation pour l'audience du 15 juillet à 11 heures 30 .....</b>	19



2.1.2. Sur l'incompétence du Président du Tribunal.....	20
2.2. A titre subsidiaire, l'action des Sociétés Atari est mal fondée en fait et en droit au regard de l'article L.611-7 du Code de commerce.....	22
2.2.1. A titre liminaire, sur les allégations des Sociétés Atari concernant le TEG.....	22
2.2.2. Sur le dévoilement de la procédure de l'article L.611-7 du Code de commerce.....	25
2.3. A titre très subsidiaire, les conditions d'application de l'article 1244-1 du Code civil ne sont pas réunies.....	26
2.3.1. L'article 1244-1 du Code civil est inapplicable à une société en cessation des paiements.....	26
2.3.2. La mise en œuvre d'un gage interdit au débiteur de solliciter des délais de paiement.....	27
2.3.3. Les Sociétés Atari ne justifient pas de leur situation financière .....	29
2.3.4. L'article 1244-1 du Code civil ne peut pas être utilement invoqué par un débiteur de mauvaise foi .....	30
<b>PAR CES MOTIFS.....</b>	<b>31</b>



**PLAISE A MONSIEUR LE PRESIDENT DU TRIBUNAL**

Par assignation en attente d'être valablement délivrée aux USA, Atari SA (« **Atari** ») et Atari Europe SAS (« **Atari Europe** ») (ensemble, les « **Sociétés Atari** ») demandent à Monsieur le Président, en substance, de leur accorder un report des sommes dues à Alden Global Value Recovery Master Fund LP (« **Alden** ») au titre d'un *Credit Facility Agreement* du **21 avril 2006**, tel qu'amendé, et cela sur le double fondement des articles L.611-7 du Code de commerce et 1244-1 et suivants du Code civil.

Monsieur le Président n'est pas compétent pour statuer sur cette demande qui, au surplus, est mal fondée et de mauvaise foi.

**1. RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCÉDURE**

Au regard de l'objet limité de la présente instance, Alden n'entend pas faire un récapitulatif complet des faits mais souhaite corriger les principales inexactitudes et contre-vérités qui affectent l'assignation, tout en comblant les omissions opportunes qu'elle comporte.

**1.1. Présentation des parties**

**1.1.1. Alden**

Alden est un fonds d'investissement américain qui investit en capital et en dette dans diverses industries et notamment dans les médias.

Début 2013, Alden est créancier d'Atari Europe en tant que prêteur au titre d'un contrat dit "de facilité de crédit" (*Credit Facility Agreement*) en date du **21 avril 2006**, amendé à de nombreuses reprises depuis lors (voir ci-dessous, **Section 1.2**).

Par ailleurs, Alden est devenu actionnaire d'Atari à hauteur de 6,79% du capital. Il est également créancier d'Atari en tant que porteur d'obligations remboursables en actions nouvelles ou existantes d'Atari (les « **ORANE** »).

**1.1.2. Les Sociétés Atari**

Les Sociétés Atari font partie d'« *un groupe global de divertissement interactif et de licences multiplateforme* » dans le domaine du jeu vidéo au travers de la détention et la gestion d'un « *portefeuille de plus de 200 jeux et franchises* ».

Atari détient 100% du capital d'Atari Europe et est cotée à NYSE-Euronext Paris. Son cours actuel est autour de 0,20 Euro par action, seulement, pour une capitalisation boursière de 32 millions d'Euros.



Il doit être souligné que même si la société holding, Atari, est française et cotée en France, l'essentiel des actifs est détenu à travers ses filiales américaines : Atari Inc., Atari Interactive Inc., California US Holdings Inc. ou encore Humongous Inc. (ensemble, les "Filiales Américaines").

L'assignation précise d'ailleurs que "*le groupe possède et gère actuellement un portefeuille de plus de 300 franchises*", et non pas les Sociétés Atari<sup>1</sup>.

La raison en est qu'Atari est historiquement, depuis sa création en 1972, un groupe américain. Celui-ci est passé de mains en mains, au gré de ses revers industriels successifs et de tentatives de relance, jusqu'à son rachat en 2001 par la société française Infogrames Entertainment, qui s'est elle-même rebaptisée "Atari" en 2009.

C'est ce qui explique qu'en 2013, en raison de ses graves difficultés financières depuis plusieurs années, Atari et ses filiales aient connu une procédure de restructuration aux USA sous le régime dit du "Chapter Eleven" (voir ci-dessous, Section 1.3.1).

Il en va tout autrement pour les demanderesses qui ne détiennent quasiment aucun actif opérationnel : comme le confirme l'assignation, Atari Europe est essentiellement désormais une coquille vide qui n'a "*plus aucune activité significative*"<sup>2</sup>. Quant à Atari, il s'agit d'une pure holding qui ne détient d'autres actifs que les titres des filiales qui détiennent les actifs.

#### *Pièce adverse n°16 : Organigramme du groupe Atari*

Elles n'emploient à elles deux quasiment aucun salarié.

#### 1.2. L'origine de la créance d'Alden

Le **21 avril 2006**, plusieurs sociétés Atari, parmi lesquelles Atari Europe, ont emprunté auprès de Banc Of America la somme de 60 millions d'Euros en principal aux termes d'un contrat de prêt intitulé *Credit Facility Agreement* (le « *Contrat de Crédit* »).

#### *Pièce adverse n°2, Traduction libre du Contrat de Crédit*

A l'origine, le terme du prêt était fixé au **1<sup>er</sup> avril 2007**. Toutefois, le Contrat de Crédit a fait l'objet d'une multitude d'avenants successifs, aux termes desquels Atari Europe est désormais le seul emprunteur, Atari agissant comme Garant.

---

<sup>1</sup> Assignation, page 3

<sup>2</sup> Assignation, page 3



**Simultanément, les droits et obligations de créancier au titre du Contrat de Crédit ont été transférés deux fois:**

- D'abord, par acte du **10 décembre 2009**, Banc Of America a transféré l'ensemble de ses droits et obligations au titre du Contrat de Crédit à BlueBay Value Recovery (Master) Limited (« BlueBay »).
- Puis aux termes d'un *Transfer Agreement* en date du **5 février 2013**, Alden a succédé à BlueBay en tant que prêteur au titre du Contrat de Crédit en sa qualité de prêteur BlueBay (le « Contrat de Transfert »).

A l'époque de ce transfert, le terme du prêt était fixée au 31 mars 2013.

**Pièce n°1 : Transfer Agreement du 5 février 2013 entre BlueBay et Alden**

**Atari Europe est partie à ce contrat en tant que "Emprunteur Original", de même qu'Atari en tant que "Garant Original".** Atari et Atari Europe étaient, pour la signature de ces actes, représentées par Monsieur Frédéric Chesnais, dirigeant et principal actionnaire d'Atari.

**Il résulte de ces transferts successifs qu'Alden n'est créancier d'Atari Europe que depuis février 2013, et qu'il n'a perçu aucun intérêt avant cette date.**

**Et depuis lors, des intérêts sont échus sans qu'Atari ne les paye à Alden que ce soit au TEG ou à un autre taux d'intérêt.**

Par ailleurs, aux termes de l'article 4.3(iv) du Transfer Agreement, Atari Europe a expressément reconnu avoir bien reçu, en sa qualité d'emprunteur d'origine, l'ensemble des courriers requis - ainsi que leurs mises à jour - relatifs au calcul du TEG, conformément à l'article 10.5 du Contrat de Crédit et aux dispositions des articles L.313-4 du Code monétaire et financier et L.313-1 et suivants du Code de la consommation.

**1.3. Les difficultés financières d'Atari et ses filiales et la conclusion de l'Avenant n°16 au Contrat de Crédit**

**1.3.1. La procédure de restructuration "Chapter Eleven" ouverte sur les Filiales Américaines en janvier 2013**

Contrairement à ce que l'assignation veut laisser croire, les difficultés financières d'Atari et ses filiales ne datent pas de son désaccord avec Alden. En réalité, l'activité était structurellement déficitaire, avec des pertes continues depuis au moins 2006, lorsqu'Alden est devenu créancier en lieu et place de BlueBay.



C'est ainsi que dès janvier 2013, l'ensemble des Filiales Américaines avaient sollicité l'ouverture d'une procédure sous le Chapitre 11 du Code des Faillites américain (ou *Chapter Eleven*) en vue de la restructuration de la dette.

Parallèlement, les demanderesses étaient elles-mêmes en difficulté puisqu'Atari SA s'était placée en conciliation, et que la filiale Eden Games SARL avait été liquidé.

Et c'est justement dans le contexte de cette restructuration de la dette que le transfert de BlueBay vers Alden est intervenu. S'en sont alors suivies, dans le cadre de cette procédure de "Chapter Eleven", d'après négociations aux USA entre Atari et Alden qui ont abouti notamment à :

- pas moins de cinq prorogations du terme du Contrat de Crédit, accordées les 29 mars 2013, 2 juillet 2013, 19 septembre 2013 et 4 décembre 2013 ;
- un prêt supplémentaire d'Alden à hauteur de 5 millions de Dollars en faveur d'Atari Inc. afin de financer l'activité pendant la procédure de "Chapter Eleven" ;
- la présentation d'un plan de restructuration au Tribunal des faillites du District Sud de New York le 20 septembre 2013, approuvé le 5 décembre 2013, auquel sont notamment parties Atari, Atari Europe et Alden (définies comme des « Parties Bénéficiaires de la Renonciation »).

Ce plan prévoit qu'Atari, Atari Europe et Alden s'engagent chacune les unes envers les autres, à renoncer, et à bénéficier de la renonciation, à toutes demandes, obligations, dettes, droits, actions et dommages, responsabilités, connus ou inconnus, déjà nés ou à naître, prévus ou imprévus, portant sur tout ce qui serait lié aux Contentieux et Réclamations, lesquelles incluent les réclamations au titre du Contrat de Crédit.

Pièce n°2 : Plan of reorganization under Chapter 11 of the Bankruptcy Code du 20 septembre 2013, article 12.9

Autrement dit, par l'effet de cette clause, les Sociétés Atari ont renoncé à toute réclamation future concernant, par exemple, un prétendu TEG erroné.



C'est en exécution de ce plan approuvé par le Tribunal américain qu'ont ensuîte été convenues le 24 décembre 2013 :

- d'une part, la constitution en faveur d'Alden de diverses sûretés et garanties de droit américain sur les titres et les actifs des Filiales Américaines (les "Sûretés Américaines") ;

**Pièce n°3 : Security Agreement du 24 décembre 2013**

- et d'autre part, la conclusion d'un Avenant n°16 au Contrat de Crédit.

***Pièce adverse n°3, Traduction libre de l'Avenant n°16***

**1.3.2. L'Avenant n°16 au Contrat de Crédit du 24 décembre 2013**

Cet Avenant n°16 est venu concrétiser le plan de restructuration approuvé par le Tribunal américain à l'issue de la procédure de *Chapter Eleven*. Il stipule notamment :

- Le report du terme du Contrat de Crédit au 30 septembre 2015. Si Alden n'avait pas depuis lors prononcé la déchéance du terme (voir ci-dessous, Section 1.6.1), cette date serait le terme actuel du prêt ;

***Pièce adverse n°3, Traduction libre de l'Avenant n°16, Paragraphe G***

- La capitalisation des intérêts sur la période du 1er décembre 2013 au 31 décembre 2014 ;

***Pièce adverse n°3, Traduction libre de l'Avenant n°16, article 3, §3***

- Le paiement par Atari Europe, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, des intérêts dus le dernier jour de chaque trimestre, c'est-à-dire les 31 mars 2015, 30 juin 2015, l'ensemble du solde en principal et intérêts devant être payé à l'échéance finale du 30 septembre 2015 ; et

***Pièce adverse n°3, Traduction libre de l'Avenant n°16, article 3, §3***

- La fixation irrévocable du montant du principal à 24.835.872,35 Euros à la date du 30 novembre 2013, après capitalisation des intérêts déjà échus (3.884.872,35 Euros).

En convenant cela, les Sociétés Atari renonçaient nécessairement à toute réclamation future concernant un prétendu TEG erroné.

***Pièce adverse n°3, Traduction libre de l'Avenant n°16, article 2, §1***



#### 1.4. L'Avenant n°17 du 9 décembre 2014 et la lettre d'Alden du même jour

##### 1.4.1. Le contenu de l'Avenant n°17 et le sens du "Standstill"

Un an plus tard environ, les Parties se sont rapprochées pour convenir d'un nouvel avenant au Contrat de Crédit. C'est ainsi que le 9 décembre 2014, a été conclu un Avenant n°17 aux termes duquel, notamment :

- les Parties "reconnaissent expressément que le solde" de la créance d'Alden, au 30 septembre 2014 s'élève à 11.002.348,87 Euros en principal, outre 1.004.964,02 euros au titre des intérêts courus ;

##### *Pièce adverse n°4, Traduction libre de l'Avenant n°17, article 2*

Ici encore, les Sociétés Atari ne remettaient nullement en cause le calcul du TEG et réitéraient au contraire leur accord.

- la possibilité pour Atari Europe de reporter au 1<sup>er</sup> avril 2017 le terme du Contrat de Crédit, à la condition qu'un montant minimum de 5 millions d'Euros en principal, augmenté des intérêts courus sur l'encours, soit payé à Alden le 31 mars 2015 au plus tard.

##### *Pièce adverse n°4, Traduction libre de l'Avenant n°17, article 3.1*

- est prévue une « *clause d'interdiction de céder ou d'acquérir (standstill agreement)* » en vertu de laquelle, pendant une période définie, Alden s'engage à ne pas céder de titres Atari :

*"Au cours de la période (définie ci-dessous), Alden s'engage à ne pas, et la Société-mère [Atari] s'engage par la présente à faire tout son possible afin d'éviter que ses administrateurs ne vendent, directement ou non, ni ne cèdent, prêtent ou empruntent les titres cotés émis par la Société-mère, dont sans s'y limiter, les actions ordinaires et ou les ORANE [obligations remboursables en actions Atari]"* (Gras et soulignement ajoutés)

##### *Pièce adverse n°4, Traduction libre de l'Avenant n°17, article 3.3*

La période est ensuite définie en fonction de plusieurs dates alternatives correspondant à des dates d'annonce publique par Atari, ou bien à la date du 31 mars 2015 (date limite à laquelle Atari Europe peut opérer le paiement lui permettant de provoquer un report du terme au 1<sup>er</sup> avril 2017). Il est alors prévu que cette période prenne fin immédiatement le 15 janvier 2015 sans aucune formalité si, à cette date, Atari n'a pas annoncé l'émission d'OCEANE (ou autre type de titres).



Il s'agit donc par cette clause de limiter les interventions sur les titres de capital - ou donnant accès au capital comme les ORANE - d'Atari pour affecter le moins possible le cours de celle-ci (dans l'intérêt de ses actionnaires au titre desquels figure en premier lieu Monsieur Frédéric Chesnais), en fonction d'un éventuel remboursement anticipé ou non d'une partie du prêt et du report du terme, le cas échéant.

C'est d'ailleurs ce qu'illustre le titre de la clause : « clause d'interdiction de céder ou d'acquérir »

Cet engagement correspond en réalité à la notion, classique dans la pratique boursière, de la période de "lock up" permettant de protéger le cours d'un titre pendant un délai donné.

Autrement dit, cet engagement n'a absolument rien à voir avec une suspension ou un report de l'exigibilité des intérêts trimestriels dus au titre du Contrat de Crédit

Tel était le sens de l'Avenant n°17, qui précise en outre que les seules modifications à la Convention de Crédit sont celles qu'il stipule :

**"Sauf modification expresse dans le présent avenant n°17, la Convention de Crédit restera inchangée et est, par la présente, ratifiée et confirmée et confirmée sans limitation ni exception.**

*Le présent avenant n°17 ne donne en aucun cas lieu à novation des droits et obligations des parties signataires de la Convention de crédit et des sûretés y afférant, qui demeureront pleinement en vigueur."* (gras et soulignement ajoutés)

#### 1.4.2. Le sens véritable du courrier du 9 décembre 2014 cosigné par les Parties

L'Avenant n°17 s'est accompagné d'un courrier du même jour, cosigné par Alden et les Sociétés Atari, concernant les ORANE. En effet, l'Avenant n°17 ne pouvant par définition modifier que le Contrat de Crédit, il était nécessaire de préciser dans un acte séparé, mais simultané, les engagements spécifiques concernant les sommes dues au titre des ORANE et rien que les ORANE.

**Pièce adverse n°5**

C'est ainsi qu'aux termes de ce courrier cosigné par les Parties du 9 décembre 2014, les parties au Contrat de Crédit ont accepté de "geler" leurs droits au titre des ORANE en :

- renonçant à leurs éventuelles réclamations relatives au remboursement des ORANE, qui aurait dû intervenir le 13 mai 2014 ; et



- renonçant à tous paiements, actuels ou futurs, de la part d'Atari relativement aux ORANE ;

En outre, ce courrier récapitulait les montants dus au titre du Contrat de Crédit à la date du 9 décembre 2014, à savoir, comme convenu aux termes de l'article 2 de l'Avenant n°17, "(x) le remboursement du solde du principal de l'Engagement, c'est-à-dire 11.002.348,87 € en principal, augmenté des intérêts accrus, au 30 septembre 2015 ou à la Date d'échéance prolongée [du 1er avril 2017] le cas échéant, et (y) le paiement des Frais de prolongation, le cas échéant, au 1er octobre 2015, à l'exclusion de tout autre montant de quelque nature que ce soit".

**Pièce adverse n°4, Traduction libre de l'Avenant n°17, article 3.1**

C'est en vertu de cette dernière phrase que les Sociétés Atari prétendent dans leur assignation qu'Alden aurait prétendument consenti "à ce que les sommes dues par Atari Europe SAS (11.002.348,87 € en principal augmenté des intérêts) au 9 décembre 2014 soient payées le 30 septembre 2015"<sup>3</sup>.

C'est FAUX : contrairement à ce qu'affirment les Sociétés Atari, cette lettre ne stipule aucune exonération en faveur d'Atari Europe du paiement des intérêts dus trimestriellement à Alden pour les 31 mars 2015 et 30 juin 2015.

Il s'agit d'une dénaturation grossière des termes de cette lettre par un découpage erroné de la phrase, cette interprétation étant au surplus contredite sans ambiguïté par l'Avenant n°17 qui, lui, ne prévoit absolument pas un tel report du paiement des intérêts trimestriels au bénéfice d'Atari Europe.

Dès lors, il est d'une mauvaise foi navrante d'oser prétendre que "*comme à son habitude, Alden Recovery Fund a décidé de ne pas respecter ses obligations contractuelles et demande le paiement des intérêts alors même qu'une lettre explicite de standstill est en place*".

Monsieur le Président ne manquera pas de relever l'inexactitude criante et l'outrance des demanderesses à cet égard.

---

<sup>3</sup> Assignation, page 4



### 1.5. La soudaine et opportuniste contestation par Atari Europe du TEG stipulé au Contrat de Crédit

Le 30 mars 2015 – c'est-à-dire 9 ans après la conclusion du Contrat de Crédit – Atari Europe a soudainement prétendu que le taux effectif global (TEG) du prêt tel que stipulé à l'article 10.5 du Contrat de Crédit aurait été inexact depuis l'origine.

#### *Pièce adverse n°6*

Cette contestation, faite au visa des articles 1907 du Code Civil et L.313-2 du Code de la Consommation, était fort opportune pour les Sociétés Atari puisqu'elle intervenait la veille de la 1ère échéance trimestrielle d'intérêts, telle que convenue aux termes de l'Avenant n°16 (voir ci-dessus, Section 1.3.2).

Toutefois, ni les justifications exactes de ces affirmations, ni le détail du calcul n'étaient fournis. Ainsi, et avant même d'avoir caractérisé le prétexte de cette contestation, Atari Europe se jugeait en droit de contester les sommes dues à Alden.

Le 7 avril 2015, Alden a immédiatement et fermement contesté la tentative d'Atari Europe de s'affranchir de l'application du TEG stipulé au Contrat de Crédit, au constat, notamment, que les Sociétés Atari ont approuvé et confirmé à plusieurs reprises les modalités de calcul du TEG.

#### *Pièce adverse n°11*

### 1.6. La déchéance du terme du Contrat de Crédit par Alden

#### 1.6.1. La survenance d'un cas de défaut et la déchéance du terme du Contrat de Crédit

Sur la base de ses affirmations concernant le TEG, Atari Europe a cru bon ne pas payer à Alden le montant des intérêts dus au 31 mars 2015 pour un montant de 1,6 million d'Euros.

A cet égard, le Contrat de Crédit tel qu'amendé stipule que :

- Un cas de défaut est constitué si un « Débiteur ne paie pas à l'échéance tout montant payable en vertu d'un Document Financier à l'endroit où et dans la devise dans laquelle il est exprimé être payable à moins que :  
(a) son incapacité à payer soit causée par une erreur administrative ou technique ; et  
(b) le paiement est effectué dans les cinq (5) Jours Ouvrables suivant la date d'échéance ».

#### *Pièce adverse n°2, Traduction libre du Contrat de Crédit, article 23.1*

- En cas de survenance d'un cas de défaut, le prêteur peut notamment prononcer la déchéance du terme du Contrat de Crédit et réclamer le paiement de l'intégralité des sommes dues en principal et intérêts.

#### *Pièce adverse n°2, Traduction libre du Contrat de Crédit, article 23.16 (b) (ii)*



Dès lors, par lettre du **9 avril 2015**, Alden a logiquement :

- Rappelé à Atari Europe son obligation contractuelle de paiement des intérêts échus au **31 mars 2015** ;
- Souligné n'avoir, à cette date, reçu aucun paiement correspondant ;
- Rappelé à Atari Europe que ce défaut de paiement constituait un Cas de Défaut, tel que défini par le Contrat de Crédit ; et
- Demandé à Atari Europe, conformément à l'article 20.5 (b) du Contrat de Crédit, ce que celle-ci comptait faire pour remédier au Cas de Défaut constaté.

Ainsi que le Contrat de Crédit l'y autorisait, Alden a également prononcé la déchéance du terme du Contrat de Crédit, l'ensemble des sommes lui étant contractuellement dues par Atari Europe étant désormais exigibles :

*« Conformément à la Section 23.16 (b) (ii), Alden déclare que l'ensemble des montants dus dans le cadre du Crédit à terme, ainsi que les intérêts accrus et autres montants accrus ou en attente dans le cadre des Documents de Financement, sont immédiatement dus et payables ». (Gras et soulignement ajoutés)*

**Pièce adverse n°12 : Traduction libre du Courrier d'Alden à Atari Europe du 9 avril 2015**

Ce courrier vaut mise en demeure d'avoir à payer l'ensemble des sommes dues au titre du Contrat de Crédit. Les Sociétés Atari en ont conscience puisqu'elles reconnaissent dans leur assignation qu'Alden leur « réclame 12,1 millions d'Euros (10,5 millions d'Euros en principal et 1,6 millions d'Euros en intérêts) ».

Aussi, depuis cette date du **9 avril 2015**, Atari Europe est donc en état de cessation des paiements.

**1.6.2. La réitération par Alden du cas de défaut constaté et de ses conséquences**

Le **15 avril 2015**, Atari Europe a prétendu, sur la base d'une interprétation fantaisiste de la lettre du 9 décembre 2014 (voir ci-dessus, Section 1.4.2), ne pas être redevable des intérêts trimestriels.

**Pièce n°4 : Courrier d'Atari Europe à Alden du 15 avril 2015.**



En réponse, le **20 avril 2015**, Alden a démenti que la lettre du 9 décembre 2014 ait eu un quelconque effet sur l'obligation de paiement des intérêts trimestriels à Atari Europe, telle que prévue au Contrat de Crédit depuis la conclusion de l'Avenant n°16 au Contrat de Crédit, de sorte que le refus de paiement était injustifié et fautif.

**Pièce adverse n°11 : Traduction libre du courrier d'Alden à Atari Europe du 20 avril 2015**

Dès lors, Alden a réitéré les termes de son courrier du 9 avril 2015 et par là-même a réitéré l'exercice de l'ensemble de ses droits exercés dans son précédent courrier tout en demandant à Atari Europe de lui indiquer « *dans les plus brefs délais* » comment elle comptait y remédier.

En dépit de ce rappel, les Sociétés Atari Europe n'ont pas cru bon d'honorer leurs engagements.

**1.7. L'échec de la procédure de mandat ad hoc**

En parallèle de ces échanges de lettres, Atari Europe avait sollicité du Président du Tribunal de commerce de Paris, qu'il désigne un mandataire ad hoc « *afin d'assister le dirigeant de la société ATARI EUROPE dans ses négociations avec tous ses créanciers, singulièrement ALDEN RECOVERY FUND* ».

Par ordonnance du **13 avril 2015**, le Président du Tribunal a fait droit à cette requête et a désigné Monsieur Laurent Le Guenervé en qualité de mandataire ad hoc d'Atari Europe.

**Pièce adverse n°8**

Cette procédure s'est révélée infructueuse, au regard de la mauvaise foi d'Atari Europe qui a prétendu avec constance ne devoir aucune somme à Alden en produisant un rapport d'expert, le cabinet Finexsi, venant au soutien de ses allégations selon lesquelles en substance - mais ne comportant aucune validation juridique de la théorie d'Atari Europe quant à la prétendue nullité du TEG ou même son calcul (voir ci-dessous, Section 2.2.1) :

- d'une part, elle serait créancière d'Alden au titre d'une obligation de restitution « *d'un montant total excédant 15 millions d'euros* » ;
- d'autre part, elle serait en droit de compenser cette prétendue créance avec la dette qu'elle reconnaît par ailleurs avoir à l'égard d'Alden ;
- Par conséquent, elle détiendrait une créance nette « *sur Alden de 4,1 millions d'Euros* ».

**Pièce adverse n°7**



Ce rappel est rendu nécessaire par les affirmations à l'emporte-pièce d'Atari qui soutien, du reste en violation des règles de confidentialité attachées au mandat ad hoc, qu'Alden aurait provoqué l'échec de ce processus en adoptant une "politique de la chaise vide"<sup>4</sup>.

**Seule la confidentialité des échanges intervenus dans le cadre du mandat ad hoc permet aux Sociétés Atari d'infliger de telles contre-vérités alors que ce sont au contraire les demandes déraisonnables des Sociétés Atari, qui ont persisté dans leur refus d'honorer leur dette contractuelle en prétextant disposer d'une créance nette sur Alden de 4,1 millions d'Euros, qui ont mis fin aux échanges en dépit des propositions d'Alden, dont les représentants sont venus spécialement à Paris.**

Ces exigences d'Atari ont donc conduit à l'échec du mandat ad hoc comme elles compromettent définitivement toute chance d'accord, quel que soit le cadre dans lequel les discussions s'inscriraient, entre Alden qui demande l'exécution des accords signés, et Atari Europe qui oppose à son créancier une demande de paiement opportuniste et artificielle.

#### **1.8. L'ouverture d'une procédure de conciliation à la requête des Sociétés Atari**

Malgré ce constat, par requête du 24 juin 2015, Atari Europe a sollicité de Monsieur le Président l'ouverture d'une conciliation au motif qu'il conviendrait « *d'anticiper et de prévenir toute difficulté relative à l'exécution [du Contrat de Crédit]* ».

Aux termes de cette requête, le représentant légal d'Atari Europe s'engage en ces termes :

**« Le représentant légal de la Requérante atteste sur l'honneur et certifie, qu'à la date du dépôt des requêtes, la Requérante n'est pas dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible depuis plus de 45 jours et qu'aucune procédure de conciliation la concernant n'a été ouverte dans les trois mois précédant la présente requête ».** (Gras et soulignement ajoutés)

Or l'on verra qu'en réalité, Atari Europe est en état de cessation des paiements depuis le 9 avril 2015 – date à laquelle Alden a notifié un Cas de Défaut et prononcé la déchéance du terme du Contrat de Crédit – c'est-à-dire en violation du délai de 45 jours prévu à l'article L.611-4 du Code de commerce (voir ci-dessous, Section 2.1).

Plus encore, Atari Europe ne recherche pas une « conciliation » qu'elle sait impossible avec Alden, seule visée par la requête en ouverture de la procédure de conciliation, mais à imposer à cette dernière des délais de paiements.

---

<sup>4</sup> Assignation, page 5



En réalité, Atari a ouvert cette procédure de conciliation dans le seul but d'imposer à son créancier, sans même avoir sérieusement recherché un accord, des mesures de suspensions de sa dette.

C'est donc trompé sur la véritable situation financière d'Atari Europe et sur le véritable objectif de cette conciliation, que par ordonnance du 2 juillet 2015, Monsieur le Président du Tribunal a fait droit à cette requête, puis accordé le lendemain une extension de cette procédure au bénéfice d'Atari.

#### 1.9. La mise œuvre par Alden de sûretés détenues contre des filiales d'Atari

Le 7 juillet 2015, Alden, en sa qualité de créancier des Sociétés Atari et bénéficiaire de Sûretés Américaines consenti par les Filiales Américaines, a notifié à chacune d'entre elles la réalisation desdites sûretés par voie de vente aux enchères publiques (*Notice of Public Sale of Collateral*) des actifs sous-jacents.

*Pièce adverse n°14*

Cette enchère publique débutera le 31 juillet prochain à New-York (Etats-Unis).

Cette vente aux enchères n'est que l'exercice par Alden des garanties et autres gages qu'elle détient sur les Filiales Américaines, consentis dans le cadre du plan approuvé par le Tribunal américain

Par deux courriers successifs des 10 et 13 juillet 2015, le conseil américain d'Atari et des Filiales Américaines a écrit aux conseils américains d'Alden, d'abord pour lui notifier en termes généraux son opposition à toute réalisation de cette vente aux enchères, puis pour contester les conditions de cette vente aux enchères était organisée et prétendre que la présente instance ferait échec à la réalisation de cette vente.

Pièce n°5 : Courrier du 10 juillet 2015 du conseil américain d'Atari aux conseils américains d'Alden

Pièce n°6 : Courrier du 13 juillet 2015 du conseil américain d'Atari aux conseils américains d'Alden

Ainsi, les demanderesses et leur conseil affirment gratuitement que la réalisation de ces sûretés ne serait destinée qu'à permettre à Alden de prendre le contrôle d'Alden.

En réalité, Alden ne cherche nullement à prendre le contrôle d'Atari, ce qui ne l'intéresse pas, mais uniquement à sauvegarder - autant que faire se peut - le remboursement de sa créance qui a été discuté depuis plusieurs mois en pure perte.



#### 1.10. L'introduction de la présente instance par les Société Atari

##### 1.10.1. Aucune assignation n'a été valablement signifiée à Alden par les Sociétés Atari

Le 8 juillet 2015, le conseil des Sociétés Atari a adressé de manière officielle aux conseils de la concluante une assignation pour l'audience du 15 juillet 2015 à 11 heures 30, dont il était expressément indiqué qu'elle serait délivrée le même jour à Alden.

##### Pièce n°7 : Email officiel du conseil des Sociétés Atari du 8 juillet 2015

Le 9 juillet, Alden a reçu de l'huissier instruit par les Sociétés Atari une copie de cette assignation, pour annoncer sa signification proprement dite dans les prochains jours :

« Je vous prie de trouver sous ce pli copie d'une assignation en la forme des références en langue française pour une audience qui aura lieu le 15 juillet 2015 (...).

L'acte vous sera remis dans les prochains jours par l'autorité compétente aux USA. (Gras et soulignement ajoutés)

##### Pièce n°8 : Courier daté du 8 juillet 2015 de la SCP Chevrier de Zitter et Aspert à Alden

Le 10 juillet, le conseil d'Alden a indiqué par voie officielle au conseil adverse que l'assignation n'avait pas encore été valablement délivrée à Alden :

« Vous voudrez bien noter qu'à l'heure de ces lignes et à notre connaissance, notre cliente n'a toujours pas reçu de signification en bonne et due forme ».

##### Pièce n°9 : Email officiel du conseil d'Alden du 10 juillet 2015

Le même jour, le conseil des Sociétés Atari a répondu qu'il s'opposerait à tout renvoi.

##### Pièce n°10 : Email officiel du conseil des Sociétés Atari du 10 juillet 2015

Le 13 juillet 2015 :

- Le conseil d'Alden a écrit à Monsieur le Président pour l'informer de cette situation et souligner que la concluante n'avait toujours pas été valablement assignée.

##### Pièce n°11 : Email du 13 juillet 2015 du conseil d'Alden au Président du Tribunal



- Le conseil des Sociétés Atari, sans contester le défaut d'assignation d'Alden, a répondu en invoquant l'urgence à voir cette affaire plaidée pour justifier le défaut d'assignation d'Alden.

Pièce n°12 : Email du 13 juillet 2015  
du conseil des Sociétés Atari au Président du Tribunal

Simultanément, Atari a publié un Communiqué de presse informant le marché de la présente instance et annonçant le lancement imminent d'une action au fond.

Pièce n°13 : Communiqué de presse d'Atari du 13 juillet 2015 relatif au contentieux  
introduit contre Alden devant le Président du Tribunal

Par ailleurs le conciliateur, Maître Le Guernevé, a cru bon de s'associer à la demande des Sociétés Atari, dans une note du 9 juillet communiquée le 13 juillet.

Pièce n°14 : Note de Maître Le Guernevé à Monsieur le Président  
du 9 juillet 2015

1.10.2. L'audience du 15 juillet 2015 à 11 heures 30

En dépit de l'absence de délivrance régulière de l'assignation à Alden, celle-ci s'est présentée au l'audience du 15 juillet à 11 heures 30, tant par respect pour le Président du Tribunal, que pour exposer oralement la difficulté procédurale soulignée dans son email du 13 juillet, relative à l'absence de signification de l'assignation à Alden et donc de saisine de Monsieur le Président.

A cette audience, Monsieur le Président a pris acte de cette irrégularité procédurale et, pour faire face à cette difficulté majeure, a proposé aux parties de les convoquer à nouveau le 16 juillet 2015 à 16 heures 30.

Il a également demandé à Alden de prendre position sur une éventuelle renonciation à soulever cette irrégularité : Alden a refusé et maintient cette irrégularité.

Dès lors, les présentes conclusions ne sont prises que si, par extraordinaire, Monsieur le Président décidait d'entendre les parties en dépit de l'irrégularité de la procédure.



## 2. DISCUSSION

### 2.1. *In limine litis, sur les exceptions de procédure*

#### 2.1.1. Sur la caducité de l'assignation pour l'audience du 15 juillet à 11 heures 30

Au 16 juillet 2015, c'est-à-dire au lendemain de l'audience pour laquelle elle aurait dû avoir été délivrée, l'assignation des Sociétés Atari n'a toujours pas été délivrée à Alden par l'autorité compétente aux Etats-Unis.

Certes, Alden a été informé de l'existence de cette procédure, mais ni un email officiel à son conseil, ni un simple envoi express par DHL ne peuvent évidemment valoir signification.

S'agissant de cet envoi par DHL, il sera observé que :

- L'huissier expose lui-même que son envoi ne vaut pas signification puisqu'il annonce celle-ci par l'autorité compétente dans les prochains jours :

*« Je vous prie de trouver sous ce pli copie d'une assignation en la forme des référés en langue française pour une audience qui aura lieu le 15 juillet 2015 (...).*

*L'acte vous sera remis dans les prochains jours par l'autorité compétente aux USA*. (Gras et soulignement ajoutés)

*Pièce n°8 : Courier du 8 juillet 2015  
de la SCP Chevrier de Zitter et Aspert à Alden*

- Les demanderesses n'ont pas entendu signifier par DHL puisqu'elles exposent elles-mêmes avoir entrepris les démarches auprès de l'autorité localement compétente aux Etats-Unis pour une délivrance conforme.

*Pièce adverse n°17 : Formulaire de transmission de l'assignation par la SCP Chevrier de Zitter Aspert à l'autorité compétente aux Etats-Unis*

- En tout état de cause, la signification d'une assignation aux Etats-Unis par simple transmission via courrier express DHL n'est pas admise au regard des dispositions de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 « relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale ».

Dès lors, Monsieur le Président ne pourra que constater que ladite assignation n'a pas été délivrée selon les formes requises par la Convention de La Haye du 15 novembre 1965.

Par application des dispositions des articles 857 et 858 du Code de procédure civile, il en tirera la caducité de l'assignation.



### 2.1.2. Sur l'incompétence du Président du Tribunal

Au visa des articles L.611-7 du Code de commerce et 1244-1 du Code de commerce, les Sociétés Atari sollicitent du Président du Tribunal qu'il ordonne le report des sommes dues à Alden au titre du Contrat de Crédit, « *durant un délai qui ne saurait être inférieur à deux années commençant à courir le jour de la signification de la décision à intervenir* ».

Le Président du Tribunal relèvera que prétendre obtenir un délai de 2 ans minimum lorsque le texte applicable prévoit justement que les délais de paiement éventuellement accordés ne sauraient excéder 2 ans illustre l'outrance de la démarche des Sociétés Atari.

L'article L.611-7 alinéa 5 du Code de commerce dispose :

*« Au cours de la procédure, le débiteur mis en demeure ou poursuivi par un créancier peut demander au juge qui a ouvert celle-ci de faire application des articles 1244-1 à 1244-3 du code civil. Le juge statue après avoir recueilli les observations du conciliateur. Il peut subordonner la durée des mesures ainsi prises à la conclusion de l'accord prévu au présent article. Dans ce cas, le créancier intéressé est informé de la décision selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État ».*

Le Président du Tribunal est donc saisi en raison de l'existence de la procédure de conciliation ouverte au bénéfice d'Atari Europe puis étendue à Atari.

Or, il ressort des informations produites par Atari même dans le cadre de la présente procédure, qu'elle est en état de cessation des paiements depuis qu'a été prononcée la déchéance du terme du Contrat de Crédit par lettre du 9 avril 2015.

Il faut en effet rappeler que :

- d'un côté, les Sociétés Atari ne contestent ni le principe, ni le quantum de leur dette envers Alden : elles allèguent une créance de restitution venant en compensation avec cette dette, ce qui est totalement différent d'une contestation de celle-ci.

C'est ce qui explique que, fort logiquement, cette dette soit inscrite dans les comptes pour 12,1 millions d'euros (10,5 millions en principal et 1,6 million en intérêt pour l'échéance du 31 mars 2015).

- Inversement, la créance de restitution alléguée étant hautement hypothétique, celle-ci n'est évidemment pas enregistrée dans les comptes : il ne s'agit certainement pas d'un actif disponible.

A ce sujet, jurisprudence et doctrine s'accordent à considérer qu'une créance à recouvrer ou éventuelle ne peut être considérée comme un élément de l'actif disponible<sup>5</sup>. Plus précisément, la jurisprudence considère que le gain de chance d'un procès ne saurait être pris en compte dans l'évaluation du montant de l'actif disponible<sup>6</sup>.

Mieux encore, Atari ne dit pas autre chose dans son Communiqué de presse au marché concernant ses comptes 2014/2015

*"Par ailleurs, en application des normes IFRS, le prêt Alden est comptabilisé selon les mêmes principes comptables que ceux appliquée lors des exercices précédents, donc en conservant au passif exigible la somme de 12,1 millions d'euros (principal et intérêts et l'Incidence du TEG erroné ne peut être reflétée dans les comptes au 31 mars 2015" (Gras et soulignement ajoutés)*

**Pièce n°15 : Communiqué de presse du 29 juin 2015 d'Atari relatif aux résultats consolidés de l'exercice 2014/2015**

Et elle prend même soin de réitérer ces affirmations dans son Communiqué de presse du 13 juillet 2015.

**Pièce n°13 : Communiqué de presse d'Atari du 13 juillet 2015 relatif au contentieux introduit contre Alden devant le Président du Tribunal**

Moyennant quoi, les demanderesses savent pertinemment que le passif exigible ne peut être couvert par son actif disponible, et cette situation perdure depuis le 9 avril 2015. La conciliation a donc pas été ouverte en violation du délai de 45 jours prévu à l'article L.611-4 du Code commerce.

Monsieur le Président est donc saisi dans le cadre d'une conciliation qui ne devrait pas avoir lieu et qui n'a pu être ouverte qu'en raison des fausses informations que le dirigeant d'Atari Europe a Communiqué de presse au Président du Tribunal.

Désormais pleinement informé, le Président du Tribunal ne peut pas ignorer les conséquences de cette situation et se déclarera donc incompté pour statuer au visa de l'article L.611-7 alinéa du Code de commerce, au profit du Tribunal de commerce de Paris.

---

<sup>5</sup> Cass. com., 7 fév. 2012, n° 11-11347 ; Dalloz Action, Droit et Pratiques des Procédures Collectives, Bernard Le Corre 2015/2016 n° 221-11 p.374 ; Jurisclasseur, Fasicule 41-20 : sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires des entreprises, 30 novembre 2012

<sup>6</sup> Cour d'appel d'Amiens, Ch. Eco., 24 oct. 2013, n° 11-04488



**2.2. A titre subsidiaire, l'action des Sociétés Atari est mal fondée en fait et en droit au regard de l'article L.611-7 du Code de commerce**

Si par extraordinaire Monsieur le Président s'estime compétent, alors il convient de l'éclairer quant au mal-fondé des allégations des demanderesses concernant la prétendue nullité du TEG et sur le dévoiement de l'article L.611-7 du Code de commerce.

**2.2.1. A titre liminaire, sur les allégations des Sociétés Atari concernant le TEG**

L'objet de la présente instance n'est pas d'examiner les arguments des parties au fond concernant la validité du TEG stipulé au Contrat de Crédit.

Alden démontrera en temps utile que les allégations des Sociétés Atari concernant le TEG sont mal fondées.

Monsieur le Président relèvera d'ailleurs que les Sociétés Atari ont pris bien soin de différer l'action annoncée depuis plus de trois mois et demi, même si elles communiquent un projet dans le cadre de la présente instance à l'avant-veille de l'audience prévue le 15 juillet.

**Pièce adverse n°15**

Toutefois, compte-tenu de la particulière mauvaise foi des demanderesses, Alden souhaite, sans même débattre du fond des prétentions des Sociétés Atari, rappeler les éléments suivants :

- Le rapport du cabinet Finexsi (Pièce adverse n°7) ne vaut en aucun cas validation de l'argumentation juridique des Sociétés Atari concernant la nullité prétendue du TEG, ni même sur l'analyse du TEG par Atari :

Sur ce point, Monsieur le Président ne doit pas être dupe : le cabinet Finexsi ne vérifie même pas que le calcul du TEG est erroné. Sa mission est limitée à vérifier les calculs d'Atari concernant sa prétendue créance de restitution en partant de l'hypothèse que le TEG est erroné et que cela lui donne droit à une créance nette de 4 millions d'euros :

*"Au 31 mars 2015, selon le management d'Atari Europe, ce trop-payé s'élève au global à la somme de 4 081 k€ (Intérêts et principal confondus)."*



Le rapport Finexsi alerte d'ailleurs avec prudence en Section 2 "Objectifs de la mission et limites" :

**"Il nous a été demandé de procéder à la vérification du calcul effectué par Atari et d'attester de la cohérence du résultat de ce calcul et de la concordance des informations utilisées à l'occasion de ce calcul avec la comptabilité et les relevés de banque, à l'exclusion de tous autres travaux.**

**Nous n'avons pas en particulier procédé à l'analyse du calcul du TEG.** (Gras et soulignement ajoutés)

**Pièce adverse n°7 : Rapport Finexsi du 23 avril 2015, page 4**

Dès lors, aucune conclusion ne peut être tirée de ce rapport en ce qui concerne le fond des allégations d'Atari concernant la nullité du TEG.

- Alden n'est créancier d'Atari Europe que depuis le 5 février 2013 :

En sa qualité de nouveau prêteur, Alden n'a commencé à percevoir des sommes de la part d'Atari Europe qu'à compter de la conclusion du Transfer Agreement conclu avec BlueBay et les Sociétés Atari (voir ci-dessus, Section 1.2). Avant cette date, Alden n'a perçu aucune somme d'Atari Europe en exécution du Contrat de Crédit.

A supposer même que de quelconques sommes doivent être restituées à Atari Europe au titre d'un TEG erroné, celle-ci est infondée à réclamer à Alden la restitution des sommes qu'elle a payées à ses prêteurs initiaux, antérieurement au 5 février 2013.

- Le Contrat de Crédit stipule expressément à l'article 29.6, intitulé "*No set-off by Obligors*" ("*Pas de compensation par les Débiteurs*"), l'interdiction pour Atari Europe de compenser les créances qu'elle pourrait avoir, le cas échéant, envers son prêteur, avec les dettes au paiement desquelles elle est contractuellement tenue :

*"All payments to be made by an Obligor under the Finance Documents shall be calculated and be made without (and free and clear of any deduction for) set-off or counterclaim".*

ce qui se traduit par :

***"Tous les paiements qui seront effectués par un Débiteur en vertu des Documents de Financement doivent être calculés et être effectués sans (et libre de toute déduction pour) compensation ni réclamation réciproque."* (Gras et soulignement ajoutés)**

**Pièce adverse n°2, Contrat de crédit, article 29.6**



Ainsi, à supposer même qu'Atari Europe dispose d'une quelconque créance sur Alden, il lui est contractuellement impossible de la compenser avec ses dettes contractuelles.

Concrètement, cela signifie que si Atari Europe considère - à tort, en l'occurrence - avoir une créance réciproque contre Alden, le Contrat de Crédit lui impose d'honorer sa dette d'abord PUIS de chercher à en obtenir éventuellement le remboursement.

Au lieu de quoi, en refusant d'honorer le paiement d'une dette exigible, Atari Europe viole le contrat, se fait justice à elle-même et spéculle sur le résultat d'une procédure judiciaire qu'elle n'a toujours pas introduite!

En tout état de cause, aucune compensation ne saurait valablement intervenir entre la créance certaine d'Alden et la créance purement hypothétique et aléatoire d'Atari Europe.

- Les Sociétés Atari ont, à de multiples reprises, confirmé et réitéré leur acceptation du TEG :

Tout au long des multiples avenants et des nombreuses prorogations de terme dont elles ont bénéficié, les Sociétés Atari n'ont cessé de réitéré leur accord sur le TEG.

Ainsi, pour ce qui concerne Alden, l'article 4.3(iv) *Transfer Agreement* du 5 février 2013 (voir ci-dessus, **Section 1.2**) rappelle qu'Atari Europe a expressément reconnu avoir bien reçu, en sa qualité d'emprunteur d'origine, l'ensemble des courriers requis - ainsi que leurs mises à jour - relatifs au calcul du TEG, conformément à l'article 10.5 du Contrat de Crédit et des articles L.313-4 du Code monétaire et financier et L.313-1 et suivants du Code de la consommation.

Et aux termes de l'article 4.6 de ce même *Transfer Agreement*, les Parties reconnaissent que :

- les stipulations du *Transfer Agreement* constituent le seul fondement juridique leur permettant de contester, le cas échéant, l'exécution de ce contrat de transfert par l'une des parties à ce contrat; et
- "*(...) ces stipulations annulent et remplacent automatiquement toutes autres garanties et tous autres droits que les Parties pourraient avoir (...)*" (Gras et soulignement ajoutés)

Pièce n°1 : Transfer Agreement du 5 février 2013 entre BlueBay et Alden



Ces brefs rappels permettent d'éclairer le Président du Tribunal sur les nombreux écueils de l'affirmation d'Atari Europe qui se prétend créancière d'Alden.

## 2.2.2. Sur le dévoilement de la procédure de l'article L.611-7 du Code de commerce

Plus encore, tant la procédure de conciliation, que l'action dont est saisi Monsieur le Président, constitue un dévoilement des règles d'ordre public qui régissent la procédure de conciliation et plus généralement la prévention des entreprises en difficulté.

La conciliation est en effet un mode de prévention des entreprises en difficulté, institué par les dispositions des articles L611-4 et suivants du Code de commerce dont l'objectif est de permettre à un débiteur de rechercher un accord avec tout ou partie de ses créanciers.

Il s'agit d'un mécanisme conventionnel de règlement des difficultés de l'entreprise dont l'objet est la recherche d'une solution négociée et dont l'économie repose sur la volonté commune du débiteur et de ses créanciers de trouver un accord et dont le succès ne repose que sur l'accord qui pourrait résulter des discussions conduites.

L'article L.611-7 du Code de Commerce rappelle à cet effet que « *le conciliateur a pour mission de favoriser la conclusion entre le débiteur et ses principaux créanciers ainsi que le cas échéant, ses cocontractants habituels, d'un accord amiable destiné à mettre fin aux difficultés de l'entreprise* ».

**Il ne s'agit en aucun cas d'une procédure permettant au débiteur d'imposer à ses créanciers des délais de paiement ou un échelonnement qu'ils n'auraient pas accepté.**

Or c'est précisément ce que tente d'obtenir Atari Europe qui sans avoir eu l'intention de négocier avec le seul créancier concerné par la procédure de conciliation, tente de lui imposer sous le visa abusif des dispositions de l'article L611-7 du Code de commerce des délais de paiements qui excèdent du reste ceux que les textes autorisent.

Ce faisant, Atari Europe dévoile la nature même de la procédure de conciliation et l'objet des dispositions de l'article L611-7 du Code de commerce en tentant de rendre complice le Président saisi de sa demande d'une fraude aux règles de prévention des difficultés des entreprises.

L'article L611-7 a en effet pour objet d'éviter que le déroulement de la procédure de conciliation et le succès des discussions en cours puisse être compromis par l'action initiée par un créancier – souvent non essentiel- qui risque d'accaparer à son seul profit tout ou partie des actifs du débiteur.

L'article L611-7 alinéa 5 dispose en effet qu' « *Au cours de la procédure, le débiteur mis en demeure ou poursuivi par un créancier peut demander au juge qui a ouvert celle-ci de faire application des articles 1244-1 à 1244-3 du code civil. Le juge statue après avoir recueilli les observations du conciliateur.* »



Cette disposition constitue ainsi un moyen technique donné par le Législateur à la société de pouvoir conduire à son terme les discussions avec les créanciers principaux en vue de trouver un accord. Elle ne saurait en revanche, comme le fait la présente procédure, se substituer à la négociation d'un accord avec le ou les créanciers concernés par la procédure de conciliation.

C'est du reste pour cela que l'alinéa 5 de cette disposition ouvre au juge saisi la faculté de « subordonner la durée des mesures ainsi prises à la conclusion de l'accord prévu au présent article ».

Sauf à permettre à un débiteur en état de cessation des paiements depuis plus de 45 jours d'imposer à son unique créancier visé par la procédure de conciliation, une mesure de gel de sa créance se substituant à toute discussion et à tout accord, Le juge saisi de la demande des Sociétés Atari ne pourra que se déclarer incompétent à statuer une demande qui relève si ce n'est de la fraude caractérisée, à tout le moins du dévolement des règles propres à la conciliation.

C'est pourquoi, même à s'estimer compétent, Monsieur le Président refusera de faire droit à cette demande qui viole l'esprit et la lettre de l'article L.611-7 du Code de commerce.

### 2.3. A titre très subsidiaire, les conditions d'application de l'article 1244-1 du Code civil ne sont pas réunies

Alors même qu'elles ont engagé la présente instance en demandant d'obtenir des délais de paiement pour toute les sommes dues à Alden, les demanderesses ne justifient à aucun moment que les conditions d'application de l'article 1244-1 du Code civil sont réunies.

#### 2.3.1. L'article 1244-1 du Code civil est inapplicable à une société en cessation des paiements

L'article 1244-1 alinéa 1<sup>er</sup> du Code civil dispose :

« Toutefois, compte tenu de la situation du débiteur et en considération des besoins du créancier, le juge peut, dans la limite de deux années, reporter ou échelonner le paiement des sommes dues ».

Le cas échéant, ce délai ou ce report doit permettre au débiteur de surmonter ses difficultés financières.

C'est la raison pour laquelle il est considéré qu'un débiteur qui n'est plus *in bonis* ne peut pas invoquer les dispositions de l'article 1244-1 du Code civil.



La jurisprudence est claire à cet égard pour rejeter une demande de délai de paiement lorsque la situation du débiteur est telle que l'octroi de délai ne permettrait pas de l'améliorer (CA Douai, 23 mai 1991 ; CA Besançon, 31 mars 1992).

En l'espèce, Atari Europe est en état de cessation des paiements depuis le 9 avril 2015 au plus tard (voir ci-dessus, Section 1.3.1).

Elle ne peut donc pas bénéficier des dispositions de l'article 1244-1 du Code civil, l'octroi de délais étant sans incidence sur la possibilité qu'elle procède au paiement de sa dette au profit d'Alden.

Plus encore, la jurisprudence refuse d'accorder des délais de paiement à un débiteur sur le fondement de l'article L.611-7 du Code de commerce lorsqu'il est établi qu'il ne sera pas en mesure de respecter les délais éventuellement consentis.

A ce titre, la Cour d'appel de Toulouse a pu considérer dans un arrêt récent que la demande de délais de grâce, formulée conformément aux dispositions de l'article L.611-7 du Code de commerce, n'était pas fondée au regard de l'ancienneté de la dette, qui dans le cas d'espèce était en constante augmentation, de sorte que le demandeur ne pouvait assurer le règlement de ladite dette et respecter un échéancier (Cour d'appel de Toulouse, Chambre 3, Section 2, 26 mai 2014 n° 14-01548).

### 2.3.2. La mise en œuvre d'un gage interdit au débiteur de solliciter des délais de paiement

L'article L.521-3 alinéa 1<sup>er</sup> du Code de commerce dispose :

*« A défaut de paiement à l'échéance, le créancier peut faire procéder à la vente publique des objets donnés en gage huit jours après une simple signification faite au débiteur et au tiers bailleur de gage, s'il y en a un, et selon les modalités prévues par le présent article, sans que la convention puisse y déroger ».*

La jurisprudence s'est attachée à donner plein effet à cette disposition pour éviter qu'un débiteur de mauvaise foi ne puisse faire échec, de manière détournée, à sa mise en œuvre.



C'est à cette fin que dans un arrêt de 1979, la Chambre commerciale de la Cour de cassation a énoncé le principe selon lequel le débiteur ne peut pas se prévaloir de l'article 1244-1 du Code civil afin de faire échec à la réalisation du gage de son créancier :

*« Mais attendu que les prescriptions de l'article 93 [actuel article L.521-3] du Code de commerce qui permettent au créancier gagiste, huit jours après une simple signification faite au débiteur, de faire procéder à la vente publique des objets données en gage, excluent que le débiteur puisse se prévaloir des dispositions de l'article 1244 [actuel article 1244-1] du code civil pour contrarier la faculté ainsi offerte à son créancier »<sup>7</sup>.*

Ce même principe a par la suite été appliqué par la Cour d'appel de Versailles qui a ainsi jugé que la réalisation par un créancier de son gage est « exclusi[ve] de la possibilité pour le juge des référés de prononcer la discontinuation des poursuites ou d'accorder des délais »<sup>8</sup>.

En l'espèce, par notification du 7 juillet 2015, Alden a notifié aux Filiales Américaines ainsi qu'aux Sociétés Atari, la réalisation par vente aux enchères aux Etats-Unis des sûretés qui lui ont été consenties en garantie de sa créance.

#### **Pièce adverse n°14**

Or, ce n'est que postérieurement que les Sociétés Atari ont engagé la présente instance (instance dont il a été démontré, en réalité, qu'elle n'était pas valablement engagée).

Dès lors, conformément à la jurisprudence rendue au visa de l'article L.521-3 du Code de commerce, les Sociétés Atari ne peuvent pas prétendre obtenir de délais pour procéder au paiement des sommes dues à Alden en exécution du Contrat de Crédit.

L'instance que les demanderesses prétendent avoir engagée devant le Président du Tribunal n'a donc en réalité que pour seule finalité d'essayer d'empêcher la réalisation par Alden des sûretés qu'il détient sur les Filiales Américaines et les Sociétés Atari.

---

<sup>7</sup> Cass. com., 10 décembre 1979, pourvoi n°78-12.924

<sup>8</sup> Cour d'appel de Versailles, 17 novembre 1986



### 2.3.3. Les Sociétés Atari ne justifient pas de leur situation financière

Monsieur le Président relèvera qu'en l'état, rien ne permet de vérifier que "*la situation*" des Sociétés Atari justifie le recours à l'article 1244-1 du Code civil :

- d'une part, les demanderesses ne fournissent aucun élément comptable relatif à Atari Europe, la débitrice principale, pour l'exercice clôt le 31 mars 2015, serait-ce sur une base pro-forma.

De la même manière, et à l'exception du montant des capitaux propres, aucun élément à jour, même provisoire, n'est donné en ce qui concerne Atari, société cotée et garante de sa filiale dont les comptes sociaux ne semblent toujours pas avoir été approuvés ;

- d'autre part et inversement, les éléments financiers épars qui sont indiqués dans l'assignation<sup>9</sup> sont dénués de pertinence puisqu'il s'agit d'éléments de comptes consolidés, or ce n'est pas le groupe consolidé qui est débiteur au titre du Contrat de Crédit mais uniquement les Sociétés Atari en qualités respectives de débitrices et garantes

Dès lors, les demanderesses ne démontrent pas qu'elles vérifient les conditions ouvrant droit au bénéfice de l'article 1244-1 du Code civil.

---

<sup>9</sup> Assignation, pages 3 et 4



**2.3.4. L'article 1244-1 du Code civil ne peut pas être utilement invoqué par un débiteur de mauvaise foi**

Selon une jurisprudence bien établie, le juge doit refuser qu'il soit accordé des délais de paiement au débiteur de mauvaise foi, cette jurisprudence faisant l'objet d'une application systématique et fréquente, par la Cour d'appel de Paris notamment<sup>10</sup>.

En l'espèce, il doit être rappelé à Monsieur le Président les éléments suivants, qui démontrent la particulière mauvaise foi – voire même l'intention de tromper la juridiction de céans – dont ont fait étalage les demanderesses :

- Premièrement, les demanderesses ont dissimulé l'état de cessation des paiements d'Atari Europe, ainsi bien lors du dépôt de la requête aux fins d'ouverture d'une conciliation que dans leur assignation (voir ci-dessus, Section 1.6.1).

Cette dissimulation est d'autant plus ahurissante que la créance d'Alden est reflétée dans les comptes d'Atari, qui en reconnaît donc le principe et le quantum.

**Pièce n°15 : Communiqué de presse d'Atari relatif aux résultats consolidés de l'exercice 2014/2015**

- Deuxièmement, les Sociétés Atari prennent également soin de taire le fait que dans le cadre de la procédure de *Chapter Eleven* ouverte au bénéfice des Filiales Américaines, le terme du Contrat de Crédit a fait l'objet de multiples reports (voir ci-dessus, Section 1.3.1). Puis, elles ont bénéficié d'un nouveau report conformément à l'Avenant n°16.

Moyennant quoi, elles ont déjà bénéficié de la part d'Alden de reports du terme du Contrat de Crédit d'une durée totale de deux ans et demi (30 septembre 2015 au lieu de 31 mars 2013) !

- Troisièmement, les Sociétés Atari imputent à Alden, avec la plus parfaite mauvaise foi, l'échec du mandat ad hoc.

Or, en dépit de l'implication d'Alden dans cette procédure – dont le caractère confidentiel interdit que les échanges intervenus entre les parties puissent être produits – celle-ci n'a échoué que parce qu'Atari Europe a soudainement prétendu détenir une créance supérieure à 15 millions d'euros sur Alden (voir ci-dessus, Section 1.7).

<sup>10</sup> Cour d'appel de Paris, 21 janvier 2015, RG n°13/06768 ; Cour d'appel de Paris, 18 novembre 2014, RG n°13/22319



- **Quatrièmement, les Sociétés Atari ont dévoyé la procédure de conciliation, utilisée dans le seul objectif de faire échec à l'exécution de leurs obligations contractuelles et non pas de parvenir à la conclusion « *d'un accord amiable destiné à mettre fin aux difficultés de l'entreprise* » comme le prescrit l'article L.611-7 du Code de commerce.**

De la même manière, elles instrumentalisent aujourd'hui Monsieur le Président.

- **Cinquièmement, les Sociétés Atari ont purement et simplement menti sur le sens et la portée du courrier du 9 décembre 2014 en prétendant qu'il ferait interdiction à Alden de réclamer le paiement des intérêts contractuels échus au 31 mars 2015 (voir ci-dessus, Section 1.4.2).**
- **Sixièmement, les Sociétés Atari n'hésitent pas à solliciter l'octroi d'un « *délai qui ne saurait être inférieur à deux années* » alors même que l'article 1244-1 du Code civil dispose qu'un délai éventuel ne peut être accordé que « *dans la limite de deux années* ».**

Au travers de cette outrance, elles cherchent à s'affranchir du texte qu'elles invoquent elles-mêmes, à savoir l'article 1244-1 du Code civil.

- **Septièmement, les Sociétés Atari invoquent une compensation qui devrait être faite entre la dette d'Atari Europe à l'égard d'Alden, certaine et figurant d'ailleurs dans les comptes consolidés d'Atari au titre de son « *passif exigible* », et la créance – purement hypothétique – qu'Atari Europe détiendrait sur Alden (voir ci-dessus, Section 2.2).**

Tout ceci en omettant sciemment d'indiquer à Monsieur le Président que le Contrat de Crédit interdit toute compensation entre les créances croisées qu'Atari Europe et Alden pourraient éventuellement détenir l'un envers l'autre. De même a été opportunément omis de préciser que les parties avaient renoncé à agir les unes contre les autres dans le cadre du plan de restructuration des Filiales Américaines sous le régime du "*Chapter Eleven*" (voir ci-dessus, Section 1.3.1).

La mauvaise foi des Sociétés Atari est ici particulièrement caractérisée et justifie que soit rejetée leur demande d'octroi d'un « *délai qui ne saurait être inférieur à deux années* » pour, prétendument, s'acquitter du paiement de leur dette à l'égard d'Alden.



#### **2.4. Sur l'article 700 CPC**

**Il serait injuste et inéquitable de laisser à la charge d'Alden le coût de sa défense dans la présente instance.**

**A cet égard, Monsieur le Président ne manquera pas de relever la particulière mauvaise foi des demanderesses ainsi que la particulière agressivité procédurale au regard des délais imposés.**

**Il est dès lors justifié que chacune d'entre elles soit condamnée à payer 10.000 Euros à Alden au titre de l'article 700 du CPC.**



**PAR CES MOTIFS**

Vu l'article L.611-7 du Code de commerce,  
Vu les articles 1244-1 et suivants du Code civil,  
Vu les articles 857 et 858 du Code de procédure civile,  
Vu la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 « relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale »,

**A titre principal :**

- RECEVOIR Alden Global Value Recovery Master Fund L.P. dans ses écritures et l'en dire bien fondé ;
- CONSTATER que les sociétés Atari Europe SAS et Atari SA est en état de cessation des paiements depuis le 9 avril 2015 au plus tard ;
- CONSTATER la caducité de l'assignation des sociétés Atari Europe SAS et Atari SA pour l'audience du 15 juillet 2015 à 11 heures 30 ;
- par conséquent SE DECLARER incompétent au profit du Tribunal de commerce de Paris ;

**A titre subsidiaire :**

- DIRE ET JUGER que la demande des Sociétés Atari viole les dispositions de l'article L.611-7 du Code de commerce ;

**A titre très subsidiaire :**

- DIRE ET JUGER que les conditions d'application de l'article 1244-1 du Code de procédure civile ne sont pas réunies ;
- DEBOUTER les Sociétés Atari Europe SAS et Atari SA de l'ensemble ;

**En tout état de cause :**

- DEBOUTER les Sociétés Atari Europe SAS et Atari SA de l'ensemble de leurs fins, moyens et préentions ;
- CONDAMNER les Sociétés Atari Europe SAS et Atari SA à payer chacune 10.000 euros à Alden Global Value Recovery Master Fund L.P. au titre de l'article 700 du Code de procédure civile ;

- ASSORTIR la décision à venir en faveur de Alden Global Value Recovery L.P. de l'exécution provisoire sans condition ni constitution de garantie.





### LISTE DES PIÈCES COMMUNIQUÉES

- Pièce n°1 :** Transfer Agreement du 5 février 2013 entre BlueBay et Alden
- Pièce n°2 :** Plan of reorganization under Chapter 11 of the Bankruptcy Code du 20 septembre 2013
- Pièce n°3 :** Security Agreement du 24 décembre 2013 entre Alden et les Filiales Américaines
- Pièce n°4 :** Courrier d'Atari Europe à Alden du 15 avril 2015
- Pièce n°5 :** Courrier du 10 juillet 2015 du conseil américain d'Atari aux conseils américains d'Alden
- Pièce n°6 :** Courrier du 13 juillet 2015 du conseil américain d'Atari aux conseils américains d'Alden
- Pièce n°7 :** Email officiel du conseil des Sociétés Atari du 8 juillet 2015
- Pièce n°8 :** Courrier du 8 juillet 2015 de la SCP Chevrier de Zitter et Asperti à Alden
- Pièce n°9 :** Email officiel du conseil d'Alden du 10 juillet 2015
- Pièce n°10 :** Email officiel du conseil des Sociétés Atari du 10 juillet 2015
- Pièce n°11 :** Email du 13 juillet 2015 du conseil d'Alden au Président du Tribunal
- Pièce n°12 :** Email du 13 juillet 2015 du conseil des Sociétés Atari au Président du Tribunal
- Pièce n°13 :** Communiqué de presse d'Atari du 13 juillet 2015 relatif au contentieux introduit contre Alden devant le Président du Tribunal
- Pièce n°14 :** Note de Maître Le Guernevé à Monsieur le Président du 9 juillet 2015
- Pièce n°15 :** Communiqué de presse du 29 juin 2015 d'Atari relatif aux résultats consolidés de l'exercice 2014/2015
- Pièce n°16 :** Communiqué de presse du 31 juillet 2015 d'Atari relatif aux résultats consolidés de l'exercice 2013/2014
- Pièce n°17 :** Justificatif de l'envoi par FedEx par Adlen à Atari Europe du courrier du 9 avril 2015
- Pièce n°18 :** Email du 10 avril 2015 de transmission par Alden à Atari Europe du courrier du 9 avril 2015

To the Presiding Judge  
of the Commercial Court of Paris

Hearing of July 16, 2015 at 4:30 p.m.

PLEADINGS IN REPLY

For:

**Alden Global Value Recovery Master Fund L.P.**, a partnership registered in the Cayman Islands, whose address is 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, represented by **Alden Global Capital LLC**, a company governed by American law, whose head office is located at 885 Third Avenue, Suite [sic], 34<sup>th</sup> Floor, New York, New York 10019, USA, represented by its legal representatives domiciled at the said head office for that purpose.

Whose lawyers are:

Frédéric Azoulay and Pierre-Alain Bouhénić  
Barristers at the Paris Bar  
DLA Piper France LLP  
27 rue Lafitte – 75009 Paris  
Tel.: +33 (0)1 40 15 24 00 / Fax: +33 (0)1 40 15 24 01  
Court box R235

*Defendant*

Against:

**1. Atari SA**, a French public limited liability company registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 341 699 106, whose head office is located at 78 rue Taitbout, 75009 Paris, represented by its Chief Executive Officer, Frédéric Chesnais.

**2. Atari Europe SAS**, A French simplified joint stock company registered with the Register of Trade and Companies of Paris as number 328 033 410, whose head office is located at 78 rue Taitbout, 75009 Paris, represented by its Chair, Atari SAS, which is represented by its Chief Executive Officer, Frédéric Chesnais.

Whose lawyer is:

David Malamed  
Barrister at the Paris Bar  
Cabinet Brown Rudnick LLP  
1 rue François 1er – 75008 Paris



**TABLE OF CONTENTS**

<b>1. SUMMARY OF FACTS AND SUBMISSIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>1.1 Introduction of the Parties .....</b>	<b>4</b>
1.1.1 Alden .....	4
1.1.2 The Atari Companies .....	4
<b>1.2 The Origin of the Alden Debt .....</b>	<b>5</b>
<b>1.3 The Financial Difficulties of Atari and Its Subsidiaries and the conclusion of Amendment No. 16 to the Finance Contract.....</b>	<b>6</b>
1.3.1 The Chapter 11 Restructuring Proceedings Begun Involving the American Subsidiaries in January 2013 .....	6
1.3.2 Amendment No. 16 to the Finance Contract of December 24, 2013 .....	8
<b>1.4 Amendment No. 17 of December 9, 2014 and the Letter from Alden on the Same Date .....</b>	<b>9</b>
1.4.1 The Content of Amendment No. 17 and the Meaning of "Standstill" .....	9
1.4.2 The Real Meaning of the Letter of December 9, 2014 That Was Co-Signed By the Parties .....	10
<b>1.5 The Sudden, Opportunistic Contestation by Atari Europe of the APR Stipulated in the Finance Contract .....</b>	<b>12</b>
<b>1.6 The Forfeiture of the Term of the Finance Contract by Alden .....</b>	<b>12</b>
1.6.1 The Occurrence of a Case of Default and Forfeiture of the Term of the Finance Contract .....	12
1.6.2 The Reiteration of the Case of Default Observed by Alden and the Subsequent Results .....	13
<b>1.7 The Failure of the Court-Appointed Representation Procedure .....</b>	<b>14</b>
<b>1.8 The Commencement of a Composition Procedure at the Request of the Atari Companies .....</b>	<b>15</b>
<b>1.9 The Creation of Security Rights by Alden Held Against the Atari Subsidiaries .....</b>	<b>16</b>
<b>1.10 The Launching of These Proceedings by the Atari Companies .....</b>	<b>17</b>
1.10.1 No Summons was Validly Served on Alden by the Atari Companies .....	17
1.10.2 The Hearing of July 15, 2015 at 11:30 a.m. ....	18
<b>2. DISCUSSION .....</b>	<b>19</b>
<b>2.1 <i>In limine litis</i>, Concerning Procedural Exceptions .....</b>	<b>19</b>
2.1.1 Concerning the Invalidity of the Summons to the Hearing of July 15 at 11:30 a.m. ....	19
2.1.2 Concerning the Lack of Jurisdiction of the Presiding Judge .....	20
<b>2.2 In the Alternative, the Action by the Atari Companies Has No Basis in Fact or in Law, in Accordance with Article L.611-7 of the <i>Commercial Code</i> .....</b>	<b>22</b>
2.2.1 As a Preliminary Remark, Concerning the Allegations Made by the Atari Companies Concerning the APR .....	22
2.2.2 Concerning the Misuse of the Procedure Under Article L.611-7 of the <i>Commercial Code</i> .....	25
<b>2.3 Again in the Alternative, the Conditions for Applying Article 1244-1 of the <i>Civil Code</i> do Not Exist .....</b>	<b>26</b>
2.3.1 Article 1244-1 of the <i>Civil Code</i> is Inapplicable to a Company Going Through Bankruptcy .....	26



2.3.2 The Setting Up of a Pledge Prohibits the Debtor from Asking for Payment Extensions .....	27
2.3.3 The Atari Companies Have Not Justified Their Financial Situation .....	29
2.3.4 Article 1244-1 of the Civil Code Cannot be Effectively Invoked by a Debtor Acting in Bad Faith .....	30
<b>FOR THESE REASONS .....</b>	<b>31</b>



**MAY IT PLEASE THE COURT**

In a summons that is awaiting valid service in the United States, Atari SA ("Atari") and Atari Europe SAS ("Atari Europe") (together referred to as the "Atari Companies"), have, in substance, asked the Presiding Judge to grant them an extension on the sums owing to Alden Global Value Recovery Master Fund L.P. ("Alden") under a Credit Facility Agreement dated April 21, 2006, as amended, on the basis of both article L.611-7 of the Commercial Code and article 1244-1 of the Civil Code.

The Presiding Judge does not have the jurisdiction to make any determination concerning this request which, in addition, has no legitimate basis and is in bad faith.

**1. SUMMARY OF FACTS AND SUBMISSIONS**

In light of the limited object of these proceedings, Alden does not intend to provide a complete overview of the facts, but would simply like to correct the main inaccuracies and untruths that affect the summons, while filling in the relevant omissions in that summons.

**1.1 Introducing the Parties**

**1.1.1 Alden**

Alden is an American investment fund that invests in capital and debt in various industries, and particularly in the media.

At the beginning of 2013, Alden was a creditor of Atari Europe as a lender under a contract known as a "Credit Facility Agreement" dated April 21, 2006, which has been amended a number of times since then (see below, **Section 1.2**).

In addition, Alden became an Atari shareholder, with 6.79% of the capital. It is also a creditor of Atari as the holder of Atari bonds redeemable in new or existing shares ("ORANE bonds").

**1.1.2 The Atari Companies**

The Atari Companies are part of a "multi-platform, global interactive entertainment and licensing international group" in the area of video games that owns and manages a "portfolio of more than 200 games and franchises."

Atari holds 100% of the capital of Atari Europe and is listed on the NYSE-Euronext Paris stock exchange. Its current market value is only around €0.20 per share, with a market capitalization of €32 million.



It should be pointed out that, although the holding company, Atari, is French and is listed in France, most of the shares are held through its American subsidiaries: Atari Inc., Atari Interactive Inc., California US Holdings Inc. or Humongous Inc. (together referred to as the "American Subsidiaries").

The summons in fact specifies that "*the group currently owns and manages a portfolio of more than 300 franchises,*" not the Atari Companies.<sup>1</sup>

The reason for this is that, since its creation in 1972, Atari has historically been an American group. It passed through many hands, in response to its various successive industrial challenges and relaunching attempts, until it was purchased in 2001 by the French company, Infogrames Entertainment, which itself was renamed "Atari" in 2009.

This explains why, in 2013, because of the serious financial difficulties it had been experiencing for a number of years, Atari and its subsidiaries underwent a restructuring procedure in the USA under the so-called "Chapter 11" regime (see below, Section 1.3.1).

Things went quite differently for the plaintiffs, who have virtually no operational assets: as stated in the summons, Atari Europe is now essentially an empty shell that no longer has "*any significant activity*."<sup>2</sup> As for Atari, that is a pure holding company that holds no shares other than the shares of subsidiaries that hold shares.

***Opposing party's exhibit no. 16: Organizational Chart of the Atari Group***

Both companies have virtually no employees.

## 1.2 The Origin of the Alden Debt

On April 21, 2006, a number of Atari companies, one of which was Atari Europe, borrowed a principal amount of €60 million under a finance contract called a Credit Facility Agreement (the "Finance Contract").

***Opposing party's exhibit no. 2: Free translation of the Finance Contract***

Originally, the term of the loan was set for April 1<sup>st</sup>, 2007. However, numerous Amendments were added to the Finance Contract, which stipulated that Atari Europe would henceforth be the only borrower, with Atari acting as the Guarantor.

<sup>1</sup> Summons, page 3

<sup>2</sup> Summons, page 3



**At the same time, the rights and obligations of the creditor under the Finance Contract were transferred twice:**

- First of all, by means of an instrument dated **December 10, 2009**, the Bank of America transferred all of its rights and obligations under the Finance Contract to BlueBay Value Recovery (Master) Limited ("BlueBay").
- Then, under a Transfer Agreement dated **February 5, 2013**, Alden succeeded BlueBay as the lender under the Finance Contract in its capacity as the BlueBay lender (the "Transfer Agreement").

**At the time of that transfer, the term of the loan was fixed as March 31, 2013.**

**Exhibit no. 1: Transfer Agreement of February 5, 2013 between BlueBay and Alden**

**Atari Europe is a party to that agreement as the "Original Borrower," and Atari is named as the "Original Guarantor."** For the signature of those instruments, Atari and Atari Europe were represented by Frédéric Chesnais, the manager and primary shareholder of Atari.

**As a result of those successive transfers, Alden has only been a creditor of Atari Europe since February 2013, and it did not receive any interest prior to that date.**

And since that time, interest has fallen due without Atari paying any such interest to Alden, either in accordance with the APR or any other rate of interest.

In addition, as stipulated by clause 4.3(iv) of the Transfer Agreement, Atari Europe expressly recognized that, in its capacity as the original borrower, it had received all of the required letters, as well as the related updates, concerning the calculation of the APR, in accordance with clause 10.5 of the Finance Contract and with the provisions of article L.313.4 of the *Monetary and Financial Code* and articles L.313-1 *et seq.* of the *Consumer Code*.

**1.3 The Financial Difficulties of Atari and Its Subsidiaries and the Conclusion of Amendment No. 16 to the Finance Contract**

**1.3.1 The Chapter 11 Restructuring Proceedings Begun Involving the American Subsidiaries in January 2013**

Contrary to what the summons seems to suggest, the financial difficulties of Atari and its subsidiaries did not begin at the time of its disagreement with Alden. In fact, the activities had been showing a structural deficit, with ongoing losses since at least 2006, when Alden replaced BlueBay as the creditor.



That is how, as of January 2013, all of the American Subsidiaries asked for the initiation of Chapter 11 proceedings under the American Bankruptcy Code, for the purpose of restructuring the debt.

At the same time, the plaintiffs themselves were in difficulty, since Atari SA had been placed under the composition procedure and the subsidiary Eden Games SARL had been liquidated.

It was in fact in the context of that restructuring of the debt that the transfer of BlueBay to Alden took place. As part of those Chapter 11 proceedings, in accordance with negotiations in the US between Atari and Alden, the following steps were taken:

- no less than five extensions of the term of the Finance Contract, which was granted on March 29, 2013, July 2, 2013, September 19, 2013 and December 4, 2013;
- **an additional loan from Alden in the amount of \$5 million to Atari Inc. in order to finance its activities during the Chapter 11 proceedings;**
- the filing of a restructuring plan with the Bankruptcy Court in the Southern District of New York on **September 20, 2013**, approved on **December 5, 2013**, the parties to which in particular were Atari, Atari Europe and Alden (defined as the "Parties that Benefited from the Waiver").

That plan stipulates that Atari, Atari Europe and Alden would promise each other that they would waive, and benefit from the waiver of, all requests, obligations, debts, rights, legal action and damages, liability, either known or unknown, current or future, expected or unforeseen, affecting anything related to Litigation and Claims, which include claims made under the Finance Contract.

**Exhibit no. 2: Plan of reorganization under Chapter 11 of the Bankruptcy Code  
of September 20, 2013, clause 12.9**

In other words, as a result of that clause, the Atari Companies waived all future claims concerning, for example, a supposedly inaccurate APR.



In accordance with that plan that was approved by the American court, on **December 24, 2013** the parties subsequently agreed to:

- on the one hand, create various sureties and guarantees over the securities and assets of the American Subsidiaries, under American law (the "American Securities");

**Exhibit no. 3: Security Agreement of December 24, 2013**

- and on the other hand, execute Amendment No. 16 to the Finance Contract.

***Opposing party's exhibit no. 3: Free translation of Amendment No. 16***

**1.3.2 Amendment No. 16 to the Finance Contract of December 24, 2013**

Amendment No. 16 specifically sets out the restructuring plan that was approved by the American court following the Chapter 11 proceedings. In particular, it stipulates:

- The extension of the term of the Finance Contract to September 30, 2015. If Alden had not declared the forfeiture of that term (see below, Section 1.6.1), that date would be the current term of the loan;

***Opposing party's exhibit no. 3: Free translation of Amendment No. 16, paragraph G***

- The capitalization of interest over the period of December 1<sup>st</sup>, 2013 to December 31, 2014;

***Opposing party's exhibit no. 3: Free translation of Amendment No. 16, clause 3, §3***

- The payment by Atari Europe, as of January 1<sup>st</sup>, 2015, of outstanding interest on the last day of each quarter, meaning on March 31, 2015 and June 30, 2015, with all of the balance, including principal and interest, to be paid off on the final due date of September 30, 2015; and

***Opposing party's exhibit no. 3: Free translation of Amendment No. 16, clause 3, §3***

- The irrevocable setting of the principal amount at €24,835,872.35 as of November 30, 2013, after capitalization of interest that was already due, €3,884,872.35).

By agreeing to that, the Atari Companies necessarily waived any future claims concerning a supposedly inaccurate APR.

***Opposing party's exhibit no. 3: Free translation of Amendment No. 16, clause 2, §1***



**1.4 Amendment No. 17 of December 9, 2014 and the Letter from Alden on the Same Date**

**1.4.1 The Content of Amendment No. 17 and the Meaning of "Standstill"**

Approximately one year later, the Parties reached an agreement concerning a new Amendment to the Finance Contract. Amendment No. 17 was therefore executed on **December 9, 2014**, and in particular it stipulated:

- that the Parties "expressly acknowledge that the balance" of Alden's debt, as at September 30, 2014, was a **principal amount of €11,002,348.87, in addition to €1,004,964.02 in incurred interest;**

***Opposing party's exhibit no. 4: Free translation of Amendment No. 17, clause 2***

Here once again, the Atari Companies did not at all question the calculation of the APR. On the contrary, they reiterated their consent.

- the option for Atari Europe to extend the term of the Finance Contract to April 1<sup>st</sup>, 2017, on condition that a **minimum principal amount of €5 million, plus the interest incurred on the total, would be paid to Alden by March 31, 2015 at the latest.**

***Opposing party's exhibit no. 4: Free translation of Amendment No. 17, clause 3.1***

- that a "clause prohibiting any sale or purchase (standstill agreement)" would be provided, according to which Alden would promise, for a defined period of time, not to sell any Atari shares:

*"During the period (defined below), Alden undertakes, and the Parent Company [Atari] undertakes, in accordance herewith, to do its utmost to ensure that its administrators do not sell, either directly or indirectly, or transfer, loan or borrow the listed securities issued by the Parent Company, including and not limited to, the ordinary shares or ORANE bonds [bonds that may be redeemed with Atari shares]"* (bolding and underlining added)

***Opposing party's exhibit no. 4: Free translation of Amendment No. 17, clause 3.3***

The period is then defined in relation to a number of alternative dates that correspond to the dates of the public announcement by Atari, or to March 31, 2015 (the final date on which Atari Europe can make the payment allowing it to produce a term report on April 1<sup>st</sup>, 2017). It is then stipulated that this period will end immediately on January 15, 2015, without any formality, if Atari has not announced the issue of OCEANE convertible bonds (or another type of securities) by that date.



That clause therefore limits any interventions involving Atari equity securities, or that provide access to capital, such as ORANE bonds, in order to affect the value of those securities as little as possible (in the interest of its shareholders, the first and foremost of whom is Frédéric Chesnais), in light of an eventual early redemption, or not, of part of the loan, and of an extension of the term, as applicable.

**That is in fact what is indicated by the title of the clause: "Prohibition Against Sale or Purchase."**

That undertaking in fact corresponds to the idea of a "lock-up" period, which is traditional in the stock market, making it possible to protect the value of a security for a given time period.

**In other words, that promise has absolutely nothing to do with a suspension or extension of the payability of any quarterly interest owing under the Finance Contract.**

That was the meaning of Amendment No. 17, which furthermore specifies that the only modifications to the Credit Agreement are those that it stipulates:

**"Except when there is an express modification in this Amendment No. 17, the Credit Agreement shall remain unchanged, and is hereby ratified and confirmed, without any limitation or exception.**

***This Amendment No. 17 shall in no event give rise to the substitution of the rights and obligations of the parties that signed the Credit Agreement and of the related securities, which shall remain fully in effect.*** (bolding and underlining added)

#### **1.4.2 The real meaning of the letter of December 9, 2014 that was co-signed by the parties**

**Amendment No. 17 was accompanied by a letter dated the same day, co-signed by Alden and the Atari Companies, concerning the ORANE bonds.** In fact, since by definition Amendment No. 17 could only modify the Finance Contract, it was necessary to set out the specific undertakings concerning the sums owing for the ORANE bonds and only those bonds, in a separate instrument, produced at the same time.

#### ***Opposing party's exhibit no. 5***

Therefore, in accordance with that letter, which had been signed by the Parties on **December 9, 2014**, the parties to the Finance Contract agreed to "freeze" their rights with respect to the ORANE bonds, by:

- waiving their future claims concerning the redemption of the ORANE bonds, which should have taken place on May 13, 2014; and



- waiving all current or future payments by Atari related to the ORANE bonds.

In addition, that letter recapitulated the amounts owing under the Finance Contract as at December 9, 2104, as had been agreed as per clause 2 of Amendment No. 17: "(x) the repayment of the balance of the principal of the Undertaking, namely a principal amount of €11,002,348.87, plus the accrued interest, on September 30, 2015 or on the extended due date [which was April 1<sup>st</sup>, 2017], as applicable, and (y) the payment of the Extension Fees, as applicable, on October 1<sup>st</sup>, 2015, excluding any other amount of any type whatsoever."

***Opposing party's exhibit no. 4: Free translation of Amendment No. 17, clause 3.1***

It is in accordance with that last sentence that the Atari Companies claimed in their summons that Alden had supposedly agreed "that the sums owing by Atari Europe SAS (a principal amount of €11,002,348.87, plus Interest) on December 9, 2014, would be paid on September 30, 2015."<sup>3</sup>

That is FALSE: contrary to what the Atari Companies state, that letter does not stipulate any exoneration of the payment by Atari Europe of the interests owing on a quarterly basis to Alden on March 31, 2015 and June 30, 2015.

This is a gross misrepresentation of the terms of that letter, by an inaccurate parsing of the sentence. Furthermore, that interpretation is quite clearly contradicted by Amendment No. 17, which certainly does not provide such an extension to Atari Europe for the payment of quarterly interest.

It is therefore in extremely bad faith to audaciously claim that, "as usual, the Alden Recovery Fund decided not to fulfil its contractual obligations and asked for payment of the interest, even though there is an explicit standstill letter."

The Presiding Judge will certainly note the flagrant inaccuracy and outrageousness of the plaintiffs in this regard.

---

<sup>3</sup> Summons, page 4



### **1.5 The sudden, opportunistic contestation by Atari Europe of the APR stipulated in the finance contract**

On **March 30, 2015**, which was nine years after the Finance Contract was entered into, Atari Europe suddenly claimed that the annualized percentage rate (APR) of the loan, as stipulated by clause 10.5 of the Finance Contract, had been inaccurate from the beginning.

#### ***Opposing party's exhibit no. 6***

That observation, which was made in light of article 1907 of the *Civil Code* and article L.313-2 of the *Consumer Code*, was very convenient for the Atari Companies, since it arose on the day before the first quarterly date for payment of interest, as stipulated in Amendment No. 17 (see above, **Section 1.3.2**).

However, no exact justification for those claims nor any details concerning the calculation were provided. Therefore, even before providing the reasons for that observation, Atari Europe considered that it had the right to contest the sums owing to Alden.

On **April 7, 2015**, Alden immediately and quite firmly contested Atari Europe's attempt to avoid the application of the APR stipulated in the Finance Contract, once it had, in particular, noted that the Atari Companies had approved and confirmed the methods for calculating the APR a number of times.

#### ***Opposing party's exhibit no. 11***

### **1.6 The Forfeiture of the Term of the Finance Contract by Alden**

#### **1.6.1 The occurrence of a Case of Default and forfeiture of the term of the Finance Contract**

On the basis of its claims concerning the APR, Atari Europe found it appropriate not to pay Alden the amount of outstanding interest on March 31, 2015, in the amount of €1.6 million.

In this regard, the Finance Contract, as amended, stipulates that:

- A case of default arises when a "debtor does not pay any amount payable in accordance with a Financial Document when it is due, at the place and in the currency in which it is stated to be payable, unless:
  - (a) its inability to pay is the result of an administrative or technical error; and
  - (b) the payment is made in the five (5) Working Days following the due date."

#### ***Opposing party's exhibit no. 2, Free translation of the Finance Contract, clause 23.1***

- In the event of a case of default, the lender may in particular declare the forfeiture of the term of the Finance Contract and claim payment of all of the sums owing, including both principal and interest.

#### ***Opposing party's exhibit no. 2, Free translation of the Finance Contract, clause 23.16 (b) (ii)***



Then, in a letter dated **April 9, 2015**, Alden quite logically:

- Reminded Atari Europe of its contractual obligation to pay the interest that fell due on March 31, 2015;
- Highlighted that, as of that time, it had not received the corresponding payment;
- Reminded Atari Europe that the said failure to make the payment constituted a Case of Default, as defined by the Finance Contract;
- Asked Atari Europe, in accordance with clause 20.5 (b) of the Finance Contract, what it planned to do to remedy the said Case of Default.

As it was authorized to do by the Finance Contract, **Alden also declared the forfeiture of the term of the Finance Contract**, and all of the sums contractually owed to it by Atari Europe were then payable:

*"In accordance with Clause 23.16 (b) (ii), Alden now declares that **all of the amounts owing as part of the Term Credit, as well as the accrued interest and other accrued or outstanding amounts under the Financing Documents, are immediately owing and payable.**" (bolding and underlining added)*

***Opposing party's exhibit no. 12: Free translation of the letter from Alden to Atari Europe, dated April 9, 2015***

That letter constitutes formal notice demanding payment of all the sums owing under the Finance Contract. The Atari Companies were aware of it, since in their summons they acknowledge that Alden is "*claiming €12.1 million a warning that (principal amount of €10.5 million and €1.6 in interest).*"

**Therefore, since April 9, 2015, Atari Europe has been in a state of suspension of payments.**

**1.6.2 The Reiteration of the Case of Default Observed by Alden and the Subsequent Results**

On **April 15, 2015**, Atari Europe claimed, on the basis of a highly imaginative interpretation of the letter of December 9, 2014 (see above, **Section 1.4.2**), that it was not liable to pay the quarterly interest.

***Opposing party's exhibit no. 4: Letter from Atari Europe to Alden dated April 15, 2015***



In response, on **April 20, 2015** Alden denied that the letter of December 9, 2014 had had such an effect on the obligation to pay quarterly interest to Atari Europe, as stipulated in the Finance Contract since the conclusion of Amendment No. 16 to the Finance Contract, so that the refusal to make payment was unjustified and erroneous.

***Opposing party's exhibit no. 11: Free translation of the letter from Alden to Atari Europe dated April 20, 2015***

Alden then repeated the assertions made in its letter of April 9, 2015, thereby reiterating the exercising of all of its rights that it had exercised in its previous letter, while asking Atari Europe to inform it about how it planned to remedy the situation, "as soon as possible."

Despite that reminder, the Atari Europe companies decided not to meet their commitments..

**1.7 The Failure of the Court-Appointed Representation Procedure**

At the same time as those exchanges of letters, Atari Europe had asked the Presiding Judge of the Commercial Court of Paris to name a court-appointed representative "*in order to assist the manager or ATARI EUROPE in its negotiations with all of its creditors, and in particular the ALDEN RECOVERY FUND.*"

In an order dated **April, 13, 2015**, the Presiding Judge granted that request and named Laurent Le Guenervé to act as the court-appointed representative for Atari Europe.

***Opposing party's exhibit no. 8***

That procedure has been unsuccessful, in light of the bad faith of Atari Europe, which has consistently maintained that it does not owe any sum to Alden, and has produced an expert's report by the firm of Finexsi that supports its claims substantially, but without providing any legal validation for Atari Europe's theory concerning the supposed invalidity of the APR or even how it is calculated (see below, **Section 2.2.1**), that:

- on the one hand, it is a creditor of Alden with respect to an obligation to repay "a total amount in excess of €15 million";
- on the other hand, it has the right to compensate for that supposed debt by using the debt that it in fact acknowledges it has to Alden;
- and as a result, it has a net debt "to Alden of €4.1 million."

***Opposing party's exhibit no. 7***



This reminder is necessary because of the cut-and-dried statements by Atari, which maintains, in clear violation of the rules of confidentiality related to a court-appointed representative, that Alden had provoked the failure of that process by adopting an “empty chair policy.”<sup>4</sup>

The Atari Companies have only been able to make such untrue statements because of the confidentiality of the discussions that took place as part of the court-appointed representation, even though it was the unreasonable requests by the Atari Companies, which persisted in refusing to honour their contractual debt by claiming that they had a net debt over Alden of €4.1 million, that ended the discussions, despite the proposals made by Alden, whose representatives came especially to Paris.

Those demands by Atari therefore resulted in the failure of the court-appointed representation and also definitively compromised any chance of an agreement, regardless of the context in which the discussions were held between Alden, which demanded the performance of the agreements that had been signed, and Atari Europe, which made an opportunistic and artificial demand for payment to its creditor.

#### 1.8 The Commencement of a Composition Procedure at the Request of the Atari Companies

Despite that fact, in an application filed on June 24, 2015, Atari Europe asked the Presiding Judge to begin a composition procedure, on the grounds that it would be appropriate “to anticipate and avoid any difficulties related to the performance [of the Finance Contract].”

In that application, the legal representative of Atari Europe made the following commitment:

*“The legal representative of the Applicant hereby solemnly affirms and certifies that, on the date on which the applications were filed, the Applicant had not been able to cover its accrued liabilities with its available assets for more than 45 days, and that no composition procedure concerning it had been commenced in the three months prior to this application.”* (bolding and underlining added)

In reality, it will be seen that Atari Europe has been in a suspension of payments situation since April 9, 2015, which was the date on which Alden gave notice of an Event of Default and declared the forfeiture of the term of the Finance Contract, which was a violation of the period of 45 days stipulated by article L.611-4 of the *Commercial Code* (see below, Section 2.1).

In addition, Atari Europe is not seeking any “conciliation,” which it knows is not possible with Alden, the only party named in the application to begin the composition procedure, but rather to have deadlines for payment imposed on it.

---

<sup>4</sup> Summons, page 5



In reality, Atari opened that composition procedure for the sole purpose of imposing measures to suspend its debt against its creditor, without even seriously attempting to reach an agreement.

**The Presiding Judge of the Court was therefore misled concerning the true financial situation of Atari Europe and concerning the real objective of that conciliation when, in an order of July 2, 2015, he allowed that application and then granted an extension of that composition procedure for the benefit of Atari the following day.**

#### **1.9 The Creation of Security Rights by Alden Held Against the Atari Subsidiaries**

On **July 7, 2015**, Alden, in its capacity as the creditor of the Atari Companies and the beneficiary of the American Securities that had been granted by the American Subsidiaries, notified each of them that the said securities would be realized by means of a public auction (Notice of Public Sale of Collateral) of the underlying assets.

***Opposing party's exhibit no. 14***

**That public auction will begin on July 31 in New York, USA.**

That auction is nothing more than a use of the guarantees and other pledges that it holds over the American Subsidiaries, which had been granted in the plan approved by the American court.

In two successive letters dated July 10 and 13, 2015, the American legal counsel for Atari and the American Subsidiaries wrote to the American legal counsel for Alden, first to notify them, in general terms, of their opposition to carrying out that auction, and then to contest the conditions under which that auction had been organized and to claim that these proceedings would cause the said auction to fail.

**Exhibit no. 5: Letter dated July 10, 2015 from Atari's American counsel to Alden's American counsel**

**Exhibit no. 6: Letter dated July 13, 2015 from Atari's American counsel to Alden's American counsel**

The plaintiffs and their counsel therefore freely stated that the realization of those securities was only intended to allow Alden to take control of Alden [sic].

**In fact, Alden is in no way attempting to take control of Atari, which it is not interested in, but only to ensure the repayment of its debt, as much as possible, which had been discussed unsuccessfully for a number of months.**



## 1.10 The Launching of These Proceedings by the Atari Companies

### 1.10.1 No Summons was Validly Served on Alden by the Atari Companies

On **July 8, 2015**, the counsel for the Atari Companies officially served a summons on the counsel of the party requesting this judgment, to the hearing of July 15, 2015 at 11:30 a.m., and it was expressly stated that it would be served on Alden on that same day.

#### Exhibit no. 7: Official email from the counsel for the Atari Companies dated July 8, 2015

On **July 9**, Alden received a copy of that summons from the process server sent by the Atari Companies, which announced its actual service in the following days:

*"Please find attached a copy of a summons for expedited proceedings in French for a hearing that will be held on July 15, 2015 (...).*

**You will be served with the document in the next few days by the relevant authority in the USA.** (bolding and underlining added)

#### Exhibit no. 8: Letter dated July 8, 2015 from SCP Chevrier de Zitter et Asperti to Alden

On **July 10**, Alden's counsel officially informed the opposing counsel that the summons had not yet been validly served on Alden:

*"Please note that at the time of this writing and to my knowledge, my client has still not received any notice in due form."*

#### Exhibit no. 9: Official email from the counsel for Alden dated July 10, 2015

On the same day, the counsel for the Atari Companies responded that he would oppose any postponement.

#### Exhibit no. 10: Official email from the counsel for the Atari Companies dated July 10, 2015

On **July 13, 2015**:

- Alden's counsel wrote to the Presiding Judge to inform him about this situation and to highlight that the party requesting this judgment had still not yet been served with the summons.

#### Exhibit no. 11: Email dated July 13, 2015 from the counsel for Alden to the Presiding Judge



- The counsel for the Atari Companies, without disputing Alden's failure to serve the summons, responded by stating that the urgency of having this matter argued in court justified Alden's failure to serve the summons.

**Exhibit no. 12: Email dated July 13, 2015 from the counsel for the Atari Companies to the Presiding Judge**

At the same time, Atari published a Press Release informing the market about these proceedings and announcing the imminent launching of an action on the merits.

**Exhibit no. 13: Press release from Atari dated July 13, 2015 concerning the litigation against Alden introduced before the Presiding Judge**

In addition, the conciliator, Mr. Le Guernevé [sic], attorney, found it appropriate to support the request made by the Atari Companies, in a note dated July 9, which was sent on July 13.

**Exhibit no. 14: Note by Mr. Le Guernevé [sic], attorney, to the Presiding Judge dated July 9, 2015**

**1.10.2 The Hearing of July 15, 2015 at 11:30 a.m.**

Despite the fact that the summons was not properly served on Alden, that company appeared at the hearing of July 15 at 11:30 a.m., both out of respect for the Presiding Judge and in order to orally describe the procedural difficulty that it had highlighted in its email of July 13 concerning the fact that the summons had not been served on Alden and therefore the Presiding Judge had not been seized of the matter.

At that hearing, the **Presiding Judge took note of that procedural irregularity** and, in order to deal with that major difficulty, suggested to the parties that they be called to appear again on July 16, 2015 at 4:30 p.m.

He also asked Alden to state its position concerning a possible waiver in order to remedy this irregularity of procedure. **Alden refused, and has maintained this irregularity.**

These submissions can therefore only be taken into consideration if, in an exceptional manner, the Presiding Judge decides to hear the parties despite the irregularity of the procedure.



## 2. DISCUSSION

## **2.1      *In limine litis*, Concerning Procedural Exceptions**

#### **2.1.1 Concerning the Invalidity of the Summons to the Hearing of July 15 at 11:30 a.m.**

**On July 16, 2015**, which was the day after the hearing for which the summons should have been served, the summons from the Atari Companies had still not been served on Alden by the relevant authority in the United States.

Obviously, Alden had been informed about the existence of these proceedings, but neither an official email to its counsel nor a simple express delivery by DHL can constitute service of the document.

With respect to that delivery by DHL, it should be noted that:

- The process server himself stated that his delivery did not constitute service, since that service would be made by the relevant authorities in the next few days:

*"Please find attached a copy of a summons for expedited proceedings in French for a hearing that will be held on July 15, 2015 (...).*

**You will be served with the document in the next few days by the relevant authority in the USA.**" (bolding and underlining added)

Exhibit no. 8: Letter dated July 8, 2015  
from SCP Chevrier de Zitter et Aspert to Alden

- The plaintiffs did not mean service by DHL, because they themselves stated that they took steps with the relevant local authorities in the United States to ensure official service.

*Opposing party's exhibit no. 17: Form for transmission of the summons by SCP Chevrier de Zitter et Asperti to the relevant authorities in the United States*

- In any event, the service of a summons in the United States by means of simple delivery by DHL express courier is not allowed under the provisions of The Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters.

The Presiding Judge should therefore note that the said summons was not delivered in accordance with the form required by The Hague Convention of 15 November 1965.

In accordance with the provisions of articles 857 and 858 of the *Code of Civil Procedure*, he must therefore conclude that the summons is invalid.



### 2.1.2 Concerning the Lack of Jurisdiction of the Presiding Judge

In accordance with article L.611-7 of the *Commercial Code* and article 1244-1 of the *Commercial Code* [sic], the Atari Companies are asking the Presiding Judge to order the extension of the sums owing to Alden under the Finance Contract "for a period that will be no less than two years, to begin on the day of notice of the Court's decision."

The Presiding Judge will note that asking for a minimum period of two years when the applicable legislation in fact provides that payment deadlines that are granted may not exceed two years, demonstrates the outrageous nature of the request by the Atari Companies.

Article L.611-7, paragraph 5 of the *Commercial Code* provides that:

*"If, during the proceedings, the debtor is served with formal notice or sued by a creditor, the judge who has commenced the proceedings may, at the debtor's request and after having been informed of the situation by the mediator, apply Articles 1244-1 to 1244-3 of the Civil Code. The judge will make a ruling after having received the conciliator's comments. The judge may make the duration of the measures thus taken subject to the conclusion of the agreement stipulated by this article. In that case, the creditor in question will be informed of the decision in accordance with the procedures set by a decree of the Conseil d'Etat."*

The Presiding Judge is therefore seized of the matter because of the existence of conciliation proceedings that were commenced on behalf of Atari Europe, and then extended to Atari.

**In fact, the information produced by Atari itself as part of these proceedings shows that it has been in a suspension of payment situation since the forfeiture of the term of the Finance Contract was announced in the letter of April 9, 2015.**

In fact, it should be borne in mind that:

- **on the one hand, the Atari Companies are contesting neither the principle nor the quantum of their debt towards Alden:** they are alleging that there is a claim for repayment that will provide compensation with that debt, which is totally different than contesting the said debt.

That explains why, quite logically, that debt is included in the accounts in the amount of €12.1 million (principal amount of €10.5 million and €1.6 million in interest for the due date of March 31, 2015).

- **Conversely, since the alleged claim for repayment is extremely hypothetical, it has obviously not been recorded in the accounts:** it is certainly not an available or "quick" asset.



In this regard, jurisprudence and legal writing agree that an outstanding or possible future debt cannot be considered to be part of quick assets.<sup>5</sup> In particular, the jurisprudence considers that the foreign exchange gain in a trial cannot be taken into account when evaluating the amount of quick assets.<sup>6</sup>

Furthermore, Atari says exactly the same thing in its Press Release to the market concerning its 2014/2015 accounts:

*"Furthermore, in accordance with IFRS, the Alden loan is recorded under the same accounting principles as those applied in previous years, with **the sum of €12.1 million (capital and interest) retained under current liabilities and the impact of the incorrect APR cannot be reflected in the accounts at March 31, 2015.**" (bolding and underlining added)*

**Exhibit no. 15: Atari press release of June 29, 2015 concerning the consolidated earnings of the 2014/2015 financial year**

It was also careful to repeat those statements in its Press Release of July 13, 2015:

**Exhibit no. 13: Atari press release of July 13, 2015 concerning the legal action brought against Alden before the Presiding Judge**

The plaintiffs are therefore well aware that the accrued liabilities cannot be covered by its available assets, and that is a situation that has existed since April 9, 2015. The composition procedure was therefore begun in violation of the period of 45 days stipulated in article L.611-4 of the *Commercial Code*.

The Presiding Judge has therefore been seized of a matter involving a composition procedure that should not have taken place and that was only begun because of the false information that the manager of Atari Europe provided to the Presiding Judge in a Press Release.

Since the Presiding Judge is now fully informed, he can no longer ignore the consequences of this situation and should therefore find that he lacks jurisdiction to rule under article L.611-7, paragraph [sic] of the *Commercial Code* in the name of the Commercial Court of Paris.

<sup>5</sup> Cass. com., Feb. 7, 2012, no. 11-11347; Dalloz Action, Droit et Pratiques des Procédures Collectives, Bernard Le Corre 2015/2016 no. 221-11, p. 374; Jurisclasseur, Fascicule 41-20: safeguard, receivership and court-ordered liquidation of a business, November 30, 2012

<sup>6</sup> Court of Appeal of Amiens, Ch. Eco., Oct. 24, 2013, no. 11-04488



**2.2 In the Alternative, the Action by the Atari Companies Has No Basis in Fact or in Law, in Accordance with Article L.611-7 of the *Commercial Code***

If the Presiding Judge nonetheless deems himself to have jurisdiction, he should be informed about the lack of legitimate basis for the allegations of the plaintiffs concerning the so-called invalidity of the APR and the misuse of article L.611-7 of the *Commercial Code*.

**2.2.1 As a Preliminary Remark, Concerning the Allegations Made by the Atari Companies Concerning the APR**

The purpose of these proceedings is not to examine the substantive arguments by the parties concerning the validity of the APR stipulated in the Finance Contract.

At the appropriate time, Alden will demonstrate that the allegations made by the Atari Companies concerning the APR lack any legitimate basis.

The Presiding Judge should note that the Atari Companies have been quite careful to delay the legal action that they announced more than three and a half months ago, even though they provided notice of plans as part of these proceedings two days before the hearing scheduled for July 15.

***Opposing party's exhibit no. 15***

However, given the particularly bad faith of the plaintiffs, Alden would like to point out the following facts, without even disputing the basis for the Atari Companies' claims:

- ***The report by the Finexsi firm (Opposing party's exhibit no. 7) in no way constitutes a validation of the legal argument made by the Atari Companies concerning the alleged invalidity of the APR or of the analysis of the APR by Atari:***

The Presiding Judge should not be misled concerning this point: the Finexsi firm has not even verified that the calculation of the APR is incorrect. Its mandate is limited to checking the calculations made by Atari concerning its alleged claim for repayment, following the assumption that the APR is incorrect and that this gives it the right to a net debt of €4 million"

***"As at March 31, 2015, according to the management of Atari Europe, that overpayment was in a total amount of €4,081 k (including both principal and interest)."***



The Finexsi report in fact prudently highlighted, in Section 2, "Objectives of the Mandate and Limits":

**"We were asked to carry out a verification of the calculation made by Atari and to attest to the accuracy of the result of that calculation and to the fact that the information used in making that calculation matches the accounting and bank statements, apart from any other work."**

**We did not conduct any particular analysis of the calculation of the APR.**" (bolding and underlining added)

***Opposing party's exhibit no. 7: Finexsi report of April 23, 2015, page 4***

Therefore, no conclusion may be drawn from that report with regard to the basis of Atari's allegations concerning the invalidity of the APR.

- Alden has only been a creditor of Atari Europe since February 5, 2013:

As a new lender, Alden did not begin to receive any sums from Atari Europe until the conclusion of the Transfer Agreement between BlueBay and the Atari Companies (see above, **Section 1.2**). Prior to that date, Alden did not receive any sums from Atari Europe in accordance with the Finance Contract.

Even supposing that some sums had been paid to Atari Europe for an incorrect APR, it would have no basis for claiming repayment by Alden of the sums that it had paid to its initial lenders prior to February 5, 2013.

- **Clause 29.6 of the Finance Contract, entitled "No Set-Off by Obligors," expressly stipulates that Atari Europe is prohibited from compensating for any debts that it might have to its lender using debts that it is contractually bound to pay:**

**"All payments to be made by an Obligor under the Finance Documents shall be calculated and be made without (and free and clear of any deduction for) set-off or counterclaim."** (bolding and underlining added)

***Opposing party's exhibit no. 2: Finance Contract, clause 29.6***



Therefore, even supposing that Atari Europe has any debt over Alden, it is contractually impossible for it to cover that debt using its own contractual debts.

In particular, this means that if Atari Europe considers that it has a reciprocal debt, which would be incorrect, the Finance Contract requires it to honour its own debt first, and THEN to attempt to eventually seek repayment.

Rather than that, by refusing to honour the payment of a debt that was payable, Atari Europe has violated the contract, is taking the law into its own hands and is speculating on the result of legal proceedings that it has brought itself!

In any event, no compensation can be validly made between the specific debt of Alden and the purely hypothetical and random debt of Atari Europe.

- **The Atari Companies confirmed and reiterated their acceptance of the APR a number of times:**

Throughout the multiple Amendments and numerous prorogations of the term that they were granted, the Atari Companies consistently reiterated their agreement to the APR.

For example, with regard to Alden, clause 4.3 (iv) of the Transfer Agreement of February 5, 2013 (see above, **Section 1.2**) confirms that Atari Europe expressly acknowledged having received all of the required letters, in its capacity as the original borrower, as well as their updates, concerning the calculation of the APR, in accordance with clause 10.5 of the Finance Contract and articles L.313-4 of the *Monetary and Financial Code* and L.313-1 *et seq.* of the *Consumer Code*.

In accordance with clause 4.6 of that same Transfer Agreement, the Parties acknowledge that:

- the stipulations of the Transfer Agreement constitute the only legal basis that allows them to contest the performance of that transfer agreement by one of the parties to that agreement, as applicable; and
- "...) **those stipulations cancel and automatically replace all other guarantees and all other rights that the Parties may have (...)**" (bolding and underlining added)

Exhibit no. 1: Transfer Agreement of February 5, 2013 between BlueBay and Alden



These brief reminders make it possible to inform the Presiding Judge about the numerous gaps in the claim made by Atari Europe, which claims to be a creditor of Alden.

2.2.2 Concerning the Misuse of the Procedure Under Article L.611-7 of the Commercial Code

Furthermore, just like the composition procedure, the legal action that has been brought before the Presiding Judge is a misuse of the rules of public order that govern the composition procedure and, more generally, the safeguarding of companies in difficulty.

Conciliation is, in fact, a means of safeguarding companies in difficulty that is provided by the provisions of articles L.611-4 *et seq.* of the *Commercial Code*, the objective of which is to allow a debtor to seek an agreement with all or part of its creditors.

It is an **agreement-based mechanism for settling the company's difficulties, the objective of which is to seek a negotiated solution, with an economy based upon the shared desire of the debtor and its creditors to reach an agreement, the success of which is based solely on the agreement that arises out of the discussions that are held.**

Article L.611-7 of the *Commercial Code* stipulates in the regard that, "the conciliator's duty is to promote the conclusion of an amicable agreement between the debtor and its main creditors as well as, if applicable, its usual contracting partners, which is intended to put an end to the difficulties faced by the company."

**This is by no means a procedure that allows the debtor to impose payment deadlines or a schedule of payments on its creditors that they have not accepted.**

Now, that is precisely what Atari Europe is attempting to obtain. Without having the intention of negotiating with the only creditor concerned by the composition procedure it has attempted to impose payment deadlines on it, in accordance with an incorrect interpretation of the provisions of article L.611-7 of the *Commercial Code*, which in fact exceed the deadlines authorized by the legislation.

By doing so, Atari Europe is abusing the very nature of the composition procedure and the object of the provision of article L.611-7 of the *Commercial Code* by trying to involve the Presiding Judge seized of its claim in a fraudulent application of the rules for avoiding difficulties faced by companies.

**Article L.611-7 in fact has the objective of avoiding any compromising of the application of the composition procedure and the success of the ongoing discussions by the actions undertaken by a creditor, which are often not essential, that could result in it getting the sole benefit of all or part of the debtor's assets.**

In fact, article L.611-7, paragraph 5 stipulates that, "if, during the proceedings, the debtor is served with formal notice or sued by a creditor, the judge who has commenced the proceedings may, at the debtor's request and after having been informed of the situation by the mediator, apply Articles 1244-1 to 1244-3 of the Civil Code."



That provision is therefore a technical means that the framers of the legislation have provided to society for successfully conducting discussions with the main creditors in order to reach an agreement. On the other hand, it cannot be substituted for negotiating an agreement with the creditors in question by means of the composition procedure, as is being attempted by means of the current proceedings.

In fact, that is the reason why paragraph 5 of that provision gives the judge seized of the matter *the option to "subordinate the length of the measures thus taken to the conclusion of the agreement contemplated in this article,"*

Unless he allows a debtor that has been in a suspension of payments situation for more than 45 days to impose a measure for freezing its debt upon its sole creditor named in the composition procedure, which is substituted for any discussion and any agreement, the judge who has been seized of the claim by the Atari Companies must find that he does not have jurisdiction to rule on a request which, if not actual fraud, at least constitutes a misuse of the specific rules for conciliation.

**That is why, even if the Presiding Judge finds that he does have jurisdiction, he should refuse to allow that request, which violates the spirit and letter of article L.611-7 of the *Commercial Code*.**

### **2.3 Again in the Alternative, the Conditions for Applying Article 1244-1 of the *Civil Code* do Not Exist**

Even though the plaintiffs are involved in these proceedings that involve asking for delays in payment for all of the sums owing to Alden, at no time did they show that the conditions for applying article 1244-1 of the *Civil Code* exist.

#### **2.3.1 Article 1244-1 of the *Civil Code* is Inapplicable to a Company Going Through Bankruptcy**

Article 1244-1, paragraph 1 of the *Civil Code* provides that:

*"Nevertheless, account being taken of the situation of the debtor and considering the needs of the creditor, a judge may defer or spread out the payment of sums due over a time limit of no more than two years."*

As applicable, that delay or extension should allow the debtor to overcome its financial difficulties.

**That is why a debtor that is no longer *in bonis* cannot invoke the provisions of article 1244-1 of the *Civil Code*.**



The jurisprudence is clear in this regard. A request for a delay in payment when the debtor's situation is such that allowing a delay would not make it possible to improve that situation must be rejected (CA Douai, May 23, 1991; CA Besançon, March 31, 1992).

In the case at issue, Atari Europe has been in a suspension of payments situation since April 9, 2015 at the latest (see above, **Section 1.3.1**).

It cannot therefore benefit from the provisions of article 1244-1 of the *Civil Code*, since the granting of a delay would not have any impact on the possibility of it proceeding to pay its debt to Alden.

Furthermore, the jurisprudence refuses to grant delays in payment to a debtor on the basis of article L.611-7 of the *Commercial Code* when it has been established that it would not be able to meet the deadlines that would be set.

In this regard, in a recent decision the Court of Appeal of Toulouse considered that a request for a grace period, made in accordance with the provisions of article L.611-7 of the *Commercial Code*, had no basis, given the age of the debt, which in the case at issue was constantly increasing, so that the plaintiff would be unable to pay off the said debt and follow a schedule (Court of Appeal of Toulouse, Chamber 3, Section 2, May 26, 2014, no. 14-01548).

### **2.3.2 The Setting Up of a Pledge Prohibits the Debtor From Asking for Payment Extensions**

Article L.521-3, paragraph 1 of the *Commercial Code* stipulates that:

*"If payment is not made at maturity, the creditor may sell the pledged articles at public auction eight days after simple notice served on the debtor and any third party holding the pledged articles under escrow and in accordance with the terms set out in this Article. This may not be waived in the agreement."*

The jurisprudence has given this provision full effect, in order to ensure that a bad faith debtor cannot impede its implementation in an underhanded way.



That is why, in a decision made in 1979, the Commercial Chamber of the *Cour De Cassation* laid out the principle according to which **a debtor may not use article 1244-1 of the Civil Code to avoid the realization of its creditor's pledge**:

*"However, whereas the prescriptions of article 93 [the current article L.512-3] of the Commercial Code, which allow a pledging creditor eight days after simple service made on the debtor, to proceed with the public sale of any pledged items, do not allow the debtor to make use of the provisions of article 1244 [current article 1244-1] of the Civil Code to impede the facility provided thereby to its creditor."*<sup>7</sup>

This same principle was subsequently applied by the Court of Appeal of Versailles, which ruled that the realization of a pledge by a creditor is "**exclusive of the expedited proceedings judge's option to rule that legal action should be discontinued or to grant any delays**,"<sup>8</sup>

In the case at issue, in a notice dated **July 7, 2015**, Alden notified the American Subsidiaries and the Atari Companies of the realization, by an auction in the United States, of the sureties that had been granted to it as a guarantee for its debt.

***Opposing party's exhibit no. 14***

Now, the Atari Companies only launched these proceedings (which, as has been shown, were not validly initiated) after that time.

Therefore, in accordance with the jurisprudence regarding article L.521-3 of the *Commercial Code*, the Atari Companies cannot claim any delays for paying the sums owing to Alden as stipulated in the Finance Contract.

The legal action that the plaintiffs claim to have brought before the Presiding Judge therefore **has the sole purpose of attempting to prevent Alden's realization of the sureties it holds over the American Subsidiaries and the Atari Companies**.

---

<sup>7</sup> Cass. com, December 10, 1979, appeal no. 78-12.924

<sup>8</sup> Court of Appeal of Versailles, November 17, 1986



### 2.3.3 The Atari Companies Have Not Provided Evidence of Their Financial Situation

**The Presiding Judge will note that, in actual fact, there is nothing to indicate that "the situation" of the Atari Companies justifies any recourse to article 1244-1 of the Civil Code:**

- Firstly, the plaintiffs have not provided any accounting records concerning Atari Europe, the primary debtor, for the financial year ending on March 31, 2015, even on a pro forma basis.

In the same way, and except for the shareholders' equity, no current or even temporary item has been provided concerning Atari, a listed company that is the guarantor for its subsidiary, the individual financial statements of which still do not seem to have been approved;

- secondly and on the contrary, the various financial items that are indicated in the summons<sup>9</sup> have no relevance, since they are items in the consolidated accounts, and it is not the consolidated group that is the debtor under the Finance Contract, but only the Atari Companies in their respective capacities as debtors and guarantors.

**The plaintiffs have therefore failed to demonstrate that they meet the conditions that give them the right to benefit from article 1244-1 of the Civil Code.**

---

<sup>9</sup> Summons, pages 3 and 4



2.3.4 Article 1244-1 of the Civil Code Cannot be Effectively Invoked by a Debtor Acting in Bad Faith

According to well-established jurisprudence, the court must refuse to grant any delays in payment to a debtor acting in bad faith. That jurisprudence has been applied in a systematic and frequent manner, by the Court of Appeal of Paris in particular.<sup>10</sup>

In the case at issue, the Presiding Judge should be reminded of the following facts, which demonstrate the particularly bad faith, and even the intention to deceive this court, that the plaintiffs have displayed:

- **First,** the plaintiffs hid the suspension of payments that Atari Europe was going through as well as the filing of an application to begin the composition procedure in their summons (see above, **Section 1.6.1**).

**Hiding that information is all the more shocking in that the Alden debt is reflected in Atari's accounts, and Atari therefore acknowledges the principle and quantum of that debt.**

*Exhibit no. 15: Atari press release concerning the consolidated results of the 2014/2015 financial year*

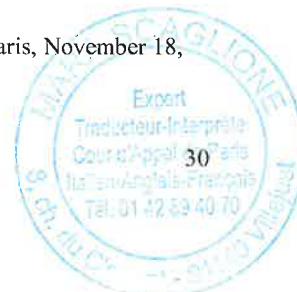
- **Second,** the Atari Companies have also been careful not to mention the fact that, during the Chapter 11 proceedings that were launched for the American Subsidiaries, the term of the Finance Contract was extended numerous times (see above, **Section 1.3.1**). They then received another extension, in accordance with Amendment No. 16.

**As a result, they have already received extensions of the term of the Finance Contract from Alden, for a total of two and a half years (September 30, 2015 instead of March 31, 2013)!**

- **Third,** in complete bad faith, the Atari Companies have blamed Alden for the failure of the court-appointed representation.

**Now, despite Alden's involvement in that procedure, the confidential nature of which prohibits the production of any of the exchanges between the parties, it only failed because Atari Europe suddenly claimed that it had a debt of more than €15 million over Alden (see above, **Section 1.7**).**

<sup>10</sup> Court of Appeal of Paris, January 21, 2015, RG no. 13/06768; Court of Appeal of Paris, November 18, 2014, RG no. 13/22319



- **Fourth**, the Atari Companies misused the composition procedure for the sole purpose of **impeding the performance of their contractual obligations and not in order to reach "an amicable agreement intended to put an end to the difficulties faced by the company," as prescribed by article L.611-7 of the Commercial Code.**

In the same way, they are now exploiting the Presiding Judge.

- **Fifth**, the Atari Companies purely and simply lied concerning the meaning and scope of the letter of December 9, 2014 by claiming that Alden would be prohibited from claiming payment of the contract-based interest that fell due on March 31, 2015 (see above, **Section 1.4.2**).
- **Sixth**, the Atari Companies have not hesitated to ask for a "*delay that will be no less than two years*," even though article 1244-1 of the *Civil Code* stipulates that any delay may only be granted "*within a limit of two years*."

By means of that outrageous tactic, it is attempting to avoid compliance with the legislation that it itself has invoked, namely article 1244-1 of the *Civil Code*.

- **Seventh**, the Atari Companies have referred to compensation that should be made between the debt of Atari Europe to Alden, which certainly exists and in fact appears in **Atari's consolidated accounts under the heading of "accrued liabilities," and the debt that Atari Europe supposedly has over Alden, which is purely hypothetical** (see above, **Section 2.2**).

They do so while failing to inform the Presiding Judge that the Finance Contract prohibits any compensation between debts that Atari Europe and Alden have towards each other. In the same way, they conveniently failed to specify that the parties had waived their right to take action against the others under the plan for restructuring the American Subsidiaries as part of the Chapter 11 arrangement (see above, **Section 1.3.1**).

**The bad faith of the Atari Companies is particularly flagrant in this regard, and it justifies rejecting their request to be granted a "*deadline that will be no less than two years*" in order to supposedly pay off their debt to Alden.**



**2.4 Concerning article 700 of the *Code of Civil Procedure***

It would be unjust and unfair to hold Alden responsible for paying the costs of its own defence in these proceedings.

In this respect, the Presiding Judge will certainly note the particularly bad faith of the plaintiffs and the particularly aggressive approach in the proceedings with regard to the set deadlines.

**There is therefore every reason for each of them to be ordered to pay €10,000 to Alden, in accordance with article 700 of the CCP.**



**FOR THESE REASONS**

In light of article L.611-7 of the *Commercial Code*,  
In light of articles 1244-1 *et seq.* of the *Civil Code*,  
In light of articles 857 and 858 of the *Code of Civil Procedure*,  
In light of The Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and  
Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters,

We hereby ask the Presiding Judge to

**Primarily:**

- **RECEIVE** the written submissions made by Alden Global Value Recovery Master Fund L.P. and declare that there is a legitimate basis for the same;
- **CONFIRM** that Atari Europe SAS and Atari SA have been in a suspension of payments situation since April 9, 2015 at the latest;
- **CONFIRM** that the summons of Atari Europe SAS and Atari SA to the hearing of July 15, 2015 at 11:30 a.m. is invalid;
- **and therefore FIND that he lacks jurisdiction** and that the matter should be referred to the Commercial Court of Paris;

**In the alternative:**

- **DECLARE AND ADJUDGE** that the request by the Atari Companies violates the provisions of article L.611-7 of the *Commercial Code*;

**Again in the alternative:**

- **DELCARE AND ADJUDGE** that conditions for applying article 1244-1 of the *Code of Civil Procedure* [sic] do not exist;
- **DISMISS** all the claims of Atari Europe SAS and Atari SA;

**And in any event:**

- **DISMISS** all the claims, statements and assertions of Atari Europe SAS and Atari SA;
- **ORDER** Atari Europe SAS and Atari SA each to pay **€10,000** to Alden Global Value Recovery Master Fund L.P., in accordance with article 700 of the *Code of Civil Procedure*.



- INCLUDE an order for interim enforcement without any conditions or the provision of any guarantee along with the decision to be made in favour of Alden Global Value Recovery Master Fund L.P.

[signature]



LIST OF FILED EXHIBITS

- Exhibit no. 1:** Transfer Agreement dated February 5, 2013 between BlueBay and Alden  
**Exhibit no. 2:** Plan of Reorganization under Chapter 11 of the Bankruptcy Code dated September 20, 2013  
**Exhibit no. 3:** Security Agreement dated December 24, 2013 between Alden and the American Subsidiaries  
**Exhibit no. 4:** Letter from Atari Europe to Alden dated April 15, 2015  
**Exhibit no. 5:** Letter dated July 10, 2015 from Atari's American counsel to Alden's American counsel  
**Exhibit no. 6:** Letter dated July 13, 2015 from Atari's American counsel to Alden's American counsel  
**Exhibit no. 7:** Official email from the counsel for the Atari Companies dated July 8, 2015  
**Exhibit no. 8:** Letter dated July 8, 2015 from SCP Chevrier de Zitter et Aspert to Alden  
**Exhibit no. 9:** Official email from Alden's counsel dated July 10, 2015  
**Exhibit no. 10:** Official email from the counsel for the Atari Companies dated July 10, 2015  
**Exhibit no. 11:** Email dated July 13, 2015 from Alden's counsel to the Presiding Judge  
**Exhibit no. 12:** Email dated July 13, 2015 from the counsel for the Atari Companies to the Presiding Judge  
**Exhibit no. 13:** Atari press release dated July 13, 2015 concerning the litigation brought against Alden before the Presiding Judge  
**Exhibit no. 14:** Note from Mr. Le Guernevé [sic], attorney, to the Presiding Judge, dated July 9, 2015  
**Exhibit no. 15:** Atari press release dated June 29, 2015 concerning the consolidated profit and loss for the 2014/2015 financial year  
**Exhibit no. 16:** Atari press release dated July 31, 2015 concerning the consolidated profit and loss for the 2013/2014 financial year  
**Exhibit no. 17:** Proof of delivery by FedEx of the letter dated April 9, 2015 from Alden to Atari Europe  
**Exhibit no. 18:** Email dated April 10, 2015 to send the letter dated April 9, 2015 from Alden to Atari Europe



La copie  
Certifié conforme à l'original:  
N° d'inscription : 16.374  
Écrit en langue : Anglaise  
Fait le : 19.01.2016.